



Accédez directement à l'article souhaité depuis cette page sommaire en cliquant

l'icône  **située en haut à gauche de cette page Résana.**

Économie et vie des entreprises

- En Normandie, le photovoltaïque sort de l'ombre (Paris Normandie)
- Plus de six millions d'euros investis par Haropa pour renforcer la collecte des déchets des navires (Gazette de Normandie)
- Dieppe : La Job Machine déployée dans les quartiers pour renforcer l'accès à l'emploi (Gazette de Normandie)
- Sogestran Logistics : «Le fluvial est un transport d'avenir» (Gazette de Normandie)
- Drone XTR : 2 millions d'euros pour accompagner ses objectifs de croissance (Normandinamik)

Migrants

- Mis à l'eau près de Dieppe, un bateau de migrants escorté puis secouru dans le Pas-de-Calais (Paris Normandie)

Sécurité

- Près de Rouen. Violent incendie : 1,5 hectare de forêt détruit dans la nuit (Tendance Ouest)
- À Petit-Couronne, un feu détruit un hectare et demi de végétation dans la forêt (Paris Normandie)
- Un incendie a détruit un hectare et demi de forêt à Petit-Couronne : que s'est-il passé ? (France 3)
- Etretat. Des touristes grecques piégées par la marée dans le Trou à l'homme (Tendance Ouest)
- Près de Pavilly. Un feu de bâtiment agricole a mobilisé de nombreux pompiers cette nuit (Courrier Cauchois)
- Un nouvel incendie de hangar agricole dans la pays de Caux : t si la série noire n'était pas finie ? (France 3)
- « Il a défoncé la porte à la machette » : à Rouen, il tente d'agresser deux femmes dans un bar (Paris Normandie)
- "J'ai le sentiment du devoir accompli" : Marc Fauqueux quitte la gendarmerie pour prendre sa retraite (76 actu)
- Près de Dieppe, un homme sous OQTF parti de Rouen interpellé et écroué après des vols et un accident (Paris Normandie)

Éolien

- "Écouter les avis et les attentes", le futur grand projet éolien au large du Havre présenté aux habitants (France Bleu)
- D'ici 2033, un parc éolien offshore entre Le Havre et Barfleur : « Je préfère ça que le nucléaire ! » (Paris Normandie)

Collectivités locales et équipements publics

- Des modernisations prévues en 2026 sur le port de Dieppe : « Maintenant on peut investir dans de nouveaux projets » (Paris Normandie)
- Yport. La station d'épuration répond aux attentes (Courrier Cauchois)
- "Ça ne sert à rien de restaurer un mur si la toiture fuit" : mais pourquoi la restauration de ces deux églises à Dieppe prend si longtemps ? (France 3)
- Après "des constats de vétusté", un premier gros chantier pour la restructuration de ce lycée près de Rouen (76 actu)
- Après 12 ans d'attente, les travaux de réhabilitation de l'ancienne friche Lactalis débutent en Seine-Maritime (76 actu)
- Au Petit-Quevilly, pourquoi une centaine d'arbres ont-ils été abattus le long de la Sud III ? (Paris Normandie)
- Risque d'effondrement du clocher : près de Dieppe, cette église fermée en urgence par la mairie (Paris Normandie)
- La Ville de Cléon présentera un budget « prudent » et appliquera « un contrôle strict de sa gestion » (Paris Normandie)

Justice

- L'employé de l'armurerie d'Eslettes jugé pour son tir sur un des braqueurs (Paris Normandie)

Social et société

- Série. Qui a les meilleurs salaires entre Rouen et Le Havre ? Ce que disent les chiffres (76 actu)

Santé

- Dieppe : un scanner à 838 000 € équipé d'IA pour moderniser le diagnostic médical (Gazette de Normandie)
- Rouen. "J'ai vu la différence sur ma patientèle" : en ville, les pôles de santé ont du succès (Tendance Ouest)
- "Je n'y vais plus" : quand des patients font face à la pénurie de dermatologues en Seine-Maritime et dans l'Eure (France Bleu)
- « On peut être fiers d'être attractifs » : quelles nouveautés à l'hôpital psychiatrique Janet du Havre ? (76 actu)

Éducation

- Seine-Maritime. Stages de troisième et de seconde : sont-ils utiles ou dangereux ? (Courrier Cauchois)
- Évaluation des collèges 2025 : dans la métropole de Rouen, les mieux notés ne sont pas en centre-ville (Paris Normandie)

Divers

- Dix ans après sa mort à Saint-Etienne-du-Rouvray, une BD retrace la vie du père Jacques Hamel (Paris Normandie)

Acteurs publics

- Le gouvernement outille les préfets pour cartographier les services publics
- Comment l'État veut promouvoir l'open data auprès des ministères et des citoyens

- Qualité des comptes : une obligation constitutionnelle que l'État ne respecte toujours pas Christian
- "Pour les contractuels, un dispositif de titularisation dans la fonction publique analogue à la loi Sauvadet serait une bonne chose"

Ecolab #14. En Normandie, le photovoltaïque sort de l'ombre

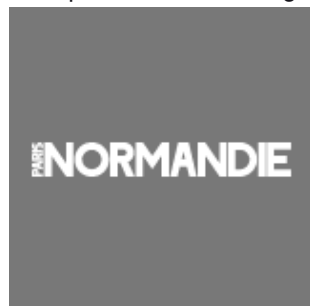
Paris Normandie

8-10 minutes



Chaque mois, au travers de portraits, d'entretiens, d'analyses et d'exemples concrets, [Paris Normandie](#) décrypte les enjeux et les perspectives de l'économie normande, en partenariat avec la Caisse d'Epargne Normandie

Peu à peu, l'énergie photovoltaïque se fait une place au soleil ! Même s'il demeure encore des freins à son développement, compte tenu d'un manque de visibilité à long terme, la demande des entreprises est forte.



Par la rédaction

Publié: 27 Avril 2026 à 09h07 Temps de lecture: 4 min

Longtemps perçue comme une région peu favorable à l'énergie solaire, la Normandie entend rattraper son retard. Le photovoltaïque y connaît aujourd'hui une croissance significative. Si le solaire ne représente aujourd'hui que 1 % de la production régionale d'électricité (près de 500 GW/an), contre 6 % en moyenne en France, la dynamique s'accélère. Ainsi, entre 2024 et 2025, la production photovoltaïque a progressé de 37 % en Normandie, contre 25 % au niveau national*.

« La demande des entreprises est exponentielle »

Une accélération qui s'explique par la volonté des entreprises de renforcer leur politique RSE (Responsabilité sociétales des entreprises) et par la loi (loi relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables) qui, depuis mars 2023, impose la solarisation des

bâtiments professionnels neufs ou rénovés et des parkings extérieurs de plus de 1500 m². « *Les performances des panneaux permettent aujourd'hui de produire efficacement, y compris dans des régions du nord. Le photovoltaïque présente en outre deux atouts majeurs : sa simplicité et son coût modéré de mise en œuvre* », souligne Alban Verbecke, le président de la filière Normandie Énergies. « *De plus, la région dispose d'un important gisement de surfaces disponibles : toitures industrielles, logistiques, bâtiments agricoles... L'enjeu est donc de multiplier ces opportunités.* »

Le groupe Lhotellier, entreprise familiale normande spécialisée dans le BTP, a ainsi deux filiales dédiées au solaire, Soledra et Terre Solaire. Cette activité représente aujourd'hui 14 millions d'euros de chiffre d'affaires et mobilise une centaine de collaborateurs. « *La demande des entreprises pour les énergies renouvelables est exponentielle* », observe Paul Lhotellier, le dirigeant du groupe. « *Même si ces projets engendrent une rentabilité faible, nous les considérons comme indispensables à la survie, à la pérennité et au développement de nos territoires* », précise le chef d'entreprise.

Pour accompagner cette dynamique, la nouvelle PPE 3 (Programmation pluriannuelle de l'énergie) prévoit de faire passer la production d'électricité photovoltaïque de 28 GW fin 2025 à 48 GW en 2030.

De la revente à l'autoconsommation, un modèle en mutation

Le modèle économique du photovoltaïque évolue aussi. Longtemps centré sur la revente d'électricité au réseau, le secteur se tourne désormais vers l'autoconsommation, individuelle ou collective. Si elle ne constitue encore que 10 % des projets, elle devrait rapidement devenir la norme. Entre 2022 et 2023, elle a augmenté de 80 %. Pour Alban Verbecke, l'intérêt économique est évident : « *Produire et consommer sa propre électricité revient, pour un particulier, à environ 70 euros/MWh contre près de 235 euros lorsqu'il faut payer les frais de réseau. Et à 130 euros pour un industriel.* »

Les performances des panneaux permettent aujourd'hui de produire efficacement, y compris dans des régions du nord » Alban Verbecke, président de Normandie Energies

« *On assiste à un changement de paradigme*, confirme Paul Lhotellier. *Les entreprises cherchent à sécuriser leur approvisionnement en produisant leur propre électricité. Cette solution permet d'apporter une visibilité sur le prix de l'électricité sur le long terme, tout en réduisant l'empreinte carbone.* »

Un écosystème normand qui se structure

Pour soutenir cette montée en puissance, la Région a lancé plusieurs dispositifs, comme le plan Normandie Solaire ou le programme IDÉE, qui

accompagnent les études et les investissements.

Les acteurs financiers jouent également un rôle déterminant. La Caisse d'Épargne Normandie a déjà équipé ses sites de Caen et de Bois-Guillaume d'ombrières photovoltaïques et raccordé son agence de Villers-Bocage à une boucle d'autoconsommation collective. « *Nous accompagnons aussi les entreprises à chaque étape de leurs projets en mettant à leur disposition des ingénieurs spécialisés en énergies renouvelables pour des solutions de financements sur mesure, un conseiller RSE, l'accès aux experts « green » du Groupe BPCE et de sa filiale Natixis, un fonds ENR ou du financement participatif via la plateforme Kiwai* », explique Nathalie Guaquièrre, la directrice de la banque d'affaires Axe CEN.

La Caisse d'Épargne Normandie a également signé des partenariats avec les groupes Lhotellier et JPee, installateurs de systèmes photovoltaïques, afin de proposer à ses clients des offres adaptées. « *L'objectif est de travailler ensemble pour l'avenir du territoire* », assure Paul Lhotellier.

Des freins à lever

Malgré cette dynamique, plusieurs freins subsistent. Le principal concerne l'intermittence de ce type d'énergie qui, selon Alban Verbecke, devrait être progressivement levée grâce au développement du stockage, qui permettra de bénéficier de l'électricité solaire 24 heures/24. Au Havre, la raffinerie Livista prévoit d'ailleurs de produire, dès 2038, 40 000 tonnes de lithium par an pour les batteries.

Les questions foncières et réglementaires demeurent également sensibles, notamment dans le secteur agricole. La Région Normandie privilégie donc les installations sur des surfaces déjà artificialisées – toitures, parkings ou friches – afin de limiter les conflits d'usage.

La trajectoire est tracée

Tous les acteurs plaident enfin pour davantage de stabilité. Alban Verbecke souhaite une simplification des procédures administratives et un soutien prioritaire aux panneaux fabriqués en Europe. Paul Lhotellier regrette quant à lui « *l'inconstance politique, le manque de vision à moyen terme, les incertitudes sur les tarifs de rachat, et une trop grande inertie alors que d'autres pays européens vont beaucoup plus vite* ».

Malgré ces réserves, la trajectoire semble désormais tracée. Si le photovoltaïque ne peut à lui seul garantir la souveraineté énergétique du pays, il permet aux entreprises et aux particuliers de produire localement une électricité renouvelable, de réduire leur facture et de renforcer la résilience des territoires.

(*) – chiffres ODRE (Open data réseaux énergies)

Lire aussi



Plus de six millions d'euros investis par Haropa pour renforcer la collecte des déchets des navires

J.M

5-6 minutes

Dossier

Haropa engage un dispositif de 6,6 millions d'euros pour renforcer la collecte des déchets issus des navires sur l'axe Seine, via un mécanisme de subvention et de réinvestissement des redevances portuaires.



Haropa mobilise 6,6 millions d'euros pour améliorer la collecte des déchets de navires sur l'axe Seine, via un dispositif fondé sur le réinvestissement des redevances portuaires ©HAROPA PORT / Jean-François Damois.

Publié le 24 avril 2026 - Mis à jour le 24 avril 2026

Le 1er avril 2026, Haropa a conclu une convention avec deux opérateurs, SLOP Normandie et NORMANDY VESSEL SERVICES, dans le cadre d'un appel à manifestation d'intérêt lancé pour améliorer la collecte des déchets d'exploitation et des résidus de cargaison des navires dans les ports de Rouen, du Havre et du Havre-Antifer.

Le dispositif vise à renforcer des capacités de traitement encore jugées partielles selon les zones d'escale. Les déchets collectés, liquides et solides, sont orientés vers des filières de valorisation incluant recyclage et incinération, dans un cadre réglementaire renforcé lié aux obligations environnementales du transport maritime.

Financement portuaire et structuration d'une filière environnementale maritime

Le dispositif mis en place sur l'axe Seine repose sur un mécanisme de réallocation des ressources issues des redevances déchets acquittées par les navires ne déposant pas leurs résidus dans les ports, permettant de réinvestir ces recettes dans le développement des infrastructures de collecte et de traitement.

Haropa assure un cofinancement à hauteur de 50% des dépenses éligibles, représentant un montant global de 6,6 millions d'euros, dans un cadre associant financement public et logique d'incitation économique, en réponse aux exigences croissantes de conformité environnementale et d'efficacité logistique dans les ports européens. Ce modèle a des effets directs sur la filière maritime, en mobilisant les armateurs, les prestataires portuaires et les opérateurs de traitement des déchets, tout en structurant une activité économique spécialisée autour de la gestion des flux maritimes. Il génère également des besoins en compétences dans les métiers de la collecte, du traitement et de la logistique environnementale, contribuant à l'évolution des écosystèmes industriels portuaires et à leur intégration progressive des normes environnementales, avec des effets induits sur l'organisation de l'emploi et l'attractivité des plateformes portuaires de l'axe Seine.

La transition environnementale comme levier d'investissement portuaire en Europe

Le dispositif déployé sur l'axe Seine illustre une évolution structurelle des politiques portuaires en Europe, où les investissements environnementaux deviennent un composant intégré des stratégies d'infrastructures logistiques. Ce type de financement, adossé aux redevances d'usage et à des partenariats publics-privés, se développe dans plusieurs grands ports européens confrontés aux mêmes obligations réglementaires.

Au niveau national, cette évolution se traduit par une transformation progressive des modes de financement des ports, combinant redevances spécifiques, mécanismes de redistribution et cofinancement public, dans un contexte de montée en puissance des normes environnementales et de standardisation réglementaire à l'échelle de l'Union européenne. Elle reflète également une reconfiguration des arbitrages publics en matière d'infrastructures logistiques, où les investissements liés à la transition écologique s'intègrent désormais aux politiques de modernisation des chaînes portuaires et à la sécurisation des flux commerciaux internationaux.

Dieppe : La Job Machine déployée dans les quartiers pour renforcer l'accès à l'emploi

LGFR

~3 minutes

En bref

À Dieppe, le dispositif «La Job Machine» sera installé le 30 avril 2026 à Neuville-lès-Dieppe. Cette opération de proximité vise à accompagner les demandeurs d'emploi dans leurs démarches d'insertion et de recherche d'activité.



© E2I- insertion par l'interim - Groupe SEMAFOR Linkdin.

Publié le 24 avril 2026 - Mis à jour le 24 avril 2026

Le 30 avril 2026, de 13h45 à 17h, «La Job Machine» s'installe place Henri Dunant, à Neuville-lès-Dieppe. L'initiative s'adresse aux demandeurs d'emploi de plus de 18 ans résidant sur la commune. Elle propose des entretiens individuels sans rendez-vous, des échanges personnalisés avec un agent du PLIE Dieppe-Maritime, ainsi que des ateliers pratiques consacrés à la rédaction de CV, à la préparation d'entretien et à la gestion budgétaire.

«La Job Machine» repose sur un format itinérant visant à rapprocher les services d'accompagnement des habitants. L'installation dans les quartiers permet de proposer un accès direct à des conseils et à des outils liés à la recherche d'emploi. Le dispositif combine

accompagnement individuel et ateliers thématiques, avec une logique d'intervention régulière sur différents sites du territoire.

Des dispositifs mobiles au service de l'emploi

À l'échelle nationale, ce type de dispositif illustre le développement d'actions mobiles d'accompagnement vers l'emploi. Ces formats itinérants s'inscrivent dans une organisation territorialisée des politiques d'insertion, visant à faciliter l'accès aux services publics de l'emploi. Ils répondent à une logique d'adaptation des outils d'accompagnement aux réalités locales des bassins d'emploi et aux besoins de proximité dans les parcours d'insertion professionnelle.

Sogestran Logistics : «Le fluvial est un transport d'avenir»

Aletheia Press

4-5 minutes

Dossier

La filiale du groupe havrais Sogestran, lancée fin 2020, propose une offre de transport de conteneurs porte-à-porte combinant la voie fluviale et routière.



Alain Maliverney et Yassine El Hajouji de Sogestran Logistics. © Aletheia Press / LBrémont

Publié le 27 avril 2026 - Mis à jour le 27 avril 2026

Proposer une offre de transport de conteneurs porte-à-porte combinant la voie fluviale et routière, c'est ce que propose Sogestran Logistics, basée au Havre. La filiale du groupe Sogestran, lancée fin 2020, a profité du Salon international du transport et de la logistique, le SITL, du 31 mars au 2 avril à Paris Nord Villepinte, pour promouvoir ce mode de transport. Quatre lignes sont exploitées : sur la Seine (Le Havre/Nogent-sur-Seine), le Rhône (Pagny/ Fos-sur-Mer), dans le Nord (Dunkerque/Anzin) et le Rhin (Zeebruges – Amsterdam / Birsfelden).

«Aujourd'hui, des chargeurs, des armateurs maritimes et des transitaires demandent du report modal fluvial. Nous répondant tout simplement à cette demande», analyse Alain Maliverney, expert multimodal chez Sogestran Logistics. L'entreprise met en avant les avantages de cette solution, dont son aspect décarboné. «C'est un transport d'avenir. Il est au

cœur de plusieurs sujets : RSE, sécurité, écologie», résume Alain Maliverney.

Casser les idées reçues

Par ailleurs, la capacité de l'entreprise à traiter 200 EVP en une fois répond à la massification du transport maritime. Annuellement, elle transporte 200 000 EVP. *«Notre force, c'est notre capacité à parler des langages différents, celui du marinier, du transitaire, du transporteur routier...»,* note Yassine El Hajouji, directeur commercial chez Sogestran Logistics.

Le transport fluvial est souvent perçu comme lent, c'est pourtant loin d'être le cas. *«Il faut 30 heures pour relier Le Havre à Gennevilliers. Ce n'est pas un délai très long pour des containers qui ont passé des semaines en mer. De plus, pendant le transport fluvial, la marchandise est stockée gratuitement»,* détaille l'expert multimodal. En ce qui concerne le coût, le responsable voit deux options : *«Soit l'offre tarifaire sur le transport brut est plus intéressante, soit une économie plus générale est réalisée en incluant les charges liées au stationnement et au stockage».*

Convaincre de passer au fluvial

Aujourd'hui, 262 000 EVP environ ont transité en 2025 sur la Seine, soit environ 6–8 % du flux de conteneurs. *«Ce volume peut être multiplié sans difficulté par cinq»,* estime Alain Maliverney. La mise en service de la chatière du port du Havre, en 2027 devrait permettre une montée en puissance. Mais à l'échelon national, le fluvial peine encore. Alors qu'est-ce qui freine son développement ? *«Je pense qu'il a une méconnaissance du fluvial»,* analyse Alain Maliverney qui pointe également la difficulté *«à changer ses habitudes».*

«La difficulté, c'est d'arriver à convaincre», confirme Yassine El Hajouji. Pourtant, le secteur est prêt, les opérateurs sont opérationnels. *«Nous avons besoin de l'aide de l'État pour orienter les chargeurs et nos clients et les prospects futurs vers ce mode de transport»,* estime l'expert multimodal. Une solution évoquée lors des tables rondes organisées au cours du SITL. Reste à savoir si l'État entendra le message...

Pour Aletheia Press, Laetitia Brémont

Drone XTR : 2 millions d'euros pour accompagner ses objectifs de croissance

Jacques-Olivier Gasly

3-4 minutes

Drone XTR, société spécialisée dans la détection et la neutralisation de drones, investit 2 millions d'euros dans la construction d'un nouveau bâtiment industriel au Havre. L'entreprise se prépare ainsi à gérer une montée en cadence de sa production sur un marché boosté par la nouvelle loi de programmation militaire (4 milliards de commandes DSA et LAD* dès 2026) et l'autorisation des opérateurs privés à neutraliser les drones menaçant des sites sensibles.

Installée au Havre (Seine-Maritime) et spécialisée dans la détection, la caractérisation et la neutralisation de drones, DRONE XTR est une entreprise bien implantée sur le marché de la lutte anti-drone. Elle y développe notamment une solution de contrôle de l'espace aérien couplée à son logiciel unique de contrôle. Totalement passif, intuitif et facile à installer, ce système est capable de détecter toutes intrusions de drones, dans un rayon de 20 km et équipe d'ores-et-déjà plusieurs sites Seveso et les abords d'aéroports sur sélection de la direction des services de la Navigation aérienne (DSNA).

Un positionnement qui impose d'anticiper la forte croissance du marché des technologies de lutte anti-drone (Counter-UAS), alors que les besoins augmentent dans les domaines de la défense, de la sécurité publique, de la protection des infrastructures critiques et des grands événements.

Un ancrage territorial dans une zone stratégique

Drone vient ainsi d'annoncer XTR investir deux millions d'euros dans la construction d'un bâtiment situé dans le périmètre du centre d'innovation Drones Normandie (CIDN) à l'aéroport du Havre, une zone stratégique caractérisée par le trafic aérien et l'expérimentation de solutions innovantes, qui permet de tester ses solutions in situ.

Cette nouvelle infrastructure permettra à Drone XTR de franchir une étape décisive dans l'industrialisation de ses solutions et le renforcement de ses capacités opérationnelles. Les objectifs sont triples : renforcer la R&D et la production en Normandie, réduire les délais de déploiement de ses solutions et renforcer les services opérationnels à ses clients.

Une montée en cadence de la production

Le futur site regroupera plusieurs installations clés, dont une chaîne de montage dédiée à l'assemblage des systèmes anti-drones, un banc d'essais, une salle anéchoïque mesure sans perturbation électromagnétique destinée à l'intégration et aux tests de composants électroniques sensibles, ainsi qu'un centre de contrôle opérationnel. Des moyens qui permettront à Drone XTR de produire 30 capteurs par mois à l'horizon 2028.

Renforcée par cette nouvelle infrastructure industrielle, l'entreprise qui compte aujourd'hui 15 personnes et annonce un chiffre d'affaires prévisionnel de 4 millions d'euros en 2026, prévoit d'atteindre 50 salariés et un chiffre d'affaires de 10 millions à l'horizon 2028. Une extension du bâtiment en construction est d'ores et déjà prévue à cet effet.

Membre de la filière NAE (Normandie AeroEspace), Drone XTR est également un membre permanent du Centre d'Innovation Drones Normandie (CIDN) et contribue par son expertise à faire de la Normandie un territoire d'excellence pour le développement de solutions « Drones ».

Mis à l'eau près de Dieppe, un bateau de migrants escorté puis secouru dans le Pas-de-Calais

Arnaud COMMUN

9-11 minutes

Un canot pneumatique transportant des migrants a été signalé le samedi 25 avril 2026 au large de Dieppe. Il a été escorté par la SNSM puis par la gendarmerie maritime de Dieppe. Leur voyage a pris fin dans le Pas-de-Calais, dans le cadre d'une vaste opération de secours.



Par [Arnaud COMMUN](#)

Publié: 27 Avril 2026 à 07h02 Temps de lecture: 2 min

Dans la journée du samedi 25 avril 2026, plusieurs embarcations de migrants sont signalées au Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage (CROSS) Gris-Nez, entre la région de Dieppe et le détroit du pas de Calais.



Le canot tout temps de la SNSM de Dieppe s'est approché du

pneumatique des migrants, pour vérifier qu'ils n'étaient pas en difficulté. -
Photo d'archives AC / Paris Normandie

En début de matinée, le sémaphore de Dieppe annonce le départ d'une embarcation de migrants dans le secteur du Cap d'Ailly et faisant route vers le Nord, indique la Préfecture maritime. Le CROSS Gris-Nez engage alors le canot tout temps *SNS 080 Notre-Dame de Bonsecours* de la SNSM (Société nationale de sauvetage en mer) de Dieppe ainsi que la Vedette côtière de surveillance maritime *Yser* de la gendarmerie maritime de Dieppe.

Les secours se relaient

Le canot de la SNSM vient au contact du canot pneumatique. Il transporte alors une vingtaine de migrants, d'après la SNSM. Les sauveteurs en mer s'assurent qu'ils ne sont pas en danger. Ils longent alors la côte, en direction de la Baie de Somme. Les gendarmes maritimes prennent le relais.

La gendarmerie maritime de Dieppe est relevée par le semi-rigide *SNS 7-034 Notre-Dame des Sables* de Berck-sur-Mer (Pas-de-Calais), puis par le *Minck*, un navire de sauvetage de la société Seaowl affrété par l'État, à partir de la fin d'après-midi. Le *Cormoran*, patrouilleur de service public de la Marine Nationale, vient également renforcer cette surveillance lorsque l'embarcation de migrants approche du secteur de Wimereux (Pas-de-Calais) pour récupérer des personnes en attente sur la plage.

Des migrants en difficulté

Lors de l'embarquement, certains candidats au voyage se trouvent en difficulté. Ils sont secourus par les canots semi-rigides du *Minck* et du *Cormoran*. Six personnes sont en bonne santé mais une assistance médicale est requise pour un migrant qui a perdu connaissance. Ce dernier est dans un premier temps pris en charge à bord du *Cormoran*.

Le choix est fait de ne pas contraindre les migrants à embarquer sur les moyens de sauvetage de l'État

Préfecture maritime de la Manche et de la mer du Nord

Le CROSS Gris-Nez organise alors une conférence téléphonique avec le SAMU de coordination médicale maritime du Havre qui préconise une évacuation médicalisée par hélicoptère vers le centre hospitalier de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais). Le CROSS Gris-Nez déclenche alors l'hélicoptère *Dauphin* de la Marine Nationale basé au Touquet (Pas-de-Calais). Il embarque à son bord une équipe médicale du SMUR-Maritime de Boulogne-sur-Mer.

Une victime hélitreuillée

Cette dernière est hélitreuillée sur le *Cormoran* pour prendre en charge la victime, qui est ensuite elle-même hélitreuillée à bord de l'hélicoptère et évacuée vers l'hôpital de Boulogne-sur-Mer où elle est prise en charge en milieu de nuit. En parallèle, l'embarcation de migrants est tombée en panne et le *Minck* porte progressivement secours à la totalité de ses désormais 106 occupants !



Un hélicoptère Dauphin de la Marine Nationale a hélitreuillé une victime. - Photo d'illustration Lumir Lugué / Marine Nationale

Elle fait ensuite route vers le port de Calais. Les 112 migrants récupérés à bord du *Minck* sont débarqués vers 3h le dimanche 26 avril 2026 pour une prise en charge par les moyens médicaux et les équipes à terre.

Des passagers déterminés

À noter que ce même samedi 25 avril, une première embarcation avait été mise à l'eau en tout début de matinée, dans le secteur d'Ault, au nord de Mers-les-Bains (Somme). Le CROSS a alors engagé le *Cormoran* pour en assurer la surveillance et lui porter secours si nécessaire. Le *Cormoran* a mis à l'eau son canot semi-rigide. Elle a porté secours à une personne en difficulté.

Plus tard lors de la traversée, le canot pneumatique des sauveteurs a récupéré à nouveau deux personnes demandant assistance. En fin de matinée, les trois personnes secourues par le *Cormoran* ont été transbordées sur l'*Abeille Normandie* venue prendre la relève du patrouilleur. L'*Abeille Normandie* a porté également secours à trois autres occupants de l'embarcation. Les six personnes secourues ont été débarquées en soirée au port de Boulogne-sur-Mer pour prise en charge par les services de secours terrestres.

Dans un communiqué, la Préfecture maritime de la Manche et de la mer du Nord rappelle : « *Déterminés à rejoindre le Royaume-Uni, les migrants qui effectuent les traversées à bord d'embarcations précaires refusent*

l'assistance proposée par les moyens français et [ne l'acceptent que confrontés à des situations d'extrême urgence](#). Compte tenu de la fragilité structurelle des embarcations systématiquement surchargées, le choix est fait de ne pas contraindre les migrants à embarquer sur les moyens de sauvetage de l'État, pour éviter de mettre en péril leur vie en cas de naufrage. »

Le préfet maritime de la Manche et de la mer du Nord « met en garde toute personne qui envisage de traverser la Manche sur les risques encourus. Ce secteur maritime est l'une des zones les plus fréquentées au monde et [les conditions météorologiques y sont souvent difficiles](#) (forts vents et courants, présence de nombreux bancs de sable et température de l'eau qui réduit l'espérance de vie à quelques minutes en hiver). C'est donc un secteur particulièrement dangereux y compris quand la mer semble belle. »

Lire aussi



[Près de Dieppe, Bosmelet fête ses 10 ans : un voyage entre patrimoine, musique et mémoire au château](#)



Près de Rouen. Violent incendie : 1,5 hectare de forêt détruit dans la nuit

Julien Rojo

~2 minutes

Un [incendie](#) a démarré samedi 25 avril dans une forêt, rue de la Pierre-d'Etat à Petit-Couronne, au sud de [Rouen](#). Lorsque les secours sont arrivés vers 19h50, les flammes s'étendaient sur 100 mètres de long. Elles avaient déjà dévoré 1,5 hectare de végétation.

Aidés par six engins, les treize sapeurs-pompiers ont commencé à localiser le sinistre et à l'éteindre à l'aide de quatre lances à incendie. Une équipe avec des drones, des policiers et des représentants de la mairie étaient aussi présents. A 23h10, le feu a continué à s'étendre, obligeant les pompiers à demander deux engins-pompes tout terrain et un porteur d'eau supplémentaires.

Une intervention de longue durée

Vers 2h du matin, les foyers principaux sont éteints. Les flammes restantes se concentrent dans une zone constituée de tourbe. Cela nécessite le noyage des points chauds et des souches incandescentes avec quatre engins. Les moyens engagés sont peu à peu réduits. Toutefois, les pompiers annoncent que *"l'intervention sera encore de longue durée"*. Effectivement, vers 7h10 le matin, les opérations de noyage se poursuivent. Une partie de la zone brûlée est mouillée.

L'intervention se poursuit. Le chef de colonne et la venue d'un drone ont permis d'identifier les points restants durant la matinée. Le feu n'a pas fait de blessés.

À Petit-Couronne, un feu détruit un hectare et demi de végétation dans la forêt

Sylvain Auffret

5-6 minutes

Un incendie de végétation s'est déclaré, samedi soir 25 avril 2026, à Petit-Couronne. L'intervention des pompiers était toujours en cours dimanche midi et pourrait se prolonger au-delà de la journée. Un hectare et demi de végétation a été détruit.



Par [Sylvain Auffret](#)

Publié: 25 Avril 2026 à 23h15 Temps de lecture: 2 min

Les sapeurs-pompiers interviennent depuis la soirée du samedi 25 avril 2026 pour un feu de végétation s'étant déclaré dans la forêt de la Londe Rouvray à [Petit-Couronne](#).

Ils ont été alertés à 19h50. Le feu de résineux et d'arbustives s'étendait sur 100 m de long ainsi qu'une surface d'environ 15 000 m². Les panaches de fumée étaient visibles depuis la Sud III. Treize pompiers munis de six engins et de drones ont été envoyés sur place pour éteindre l'incendie à l'aide de quatre lances.

Le feu se propage

Vers 23 heures, leur intervention était toujours en cours. Le feu s'étant propagé sur une parcelle à côté, la numéro 84, et deux engins pompes tous terrains et un porteur d'eau avaient été envoyés en renfort.





Deux CCF (camions-citernes feux de forêts) en forêt de la Londe-Rouvray dimanche midi - Photo Paris Normandie

Vers 2h du matin, les principaux foyers étaient éteints, mais la présence du feu dans la tourbe nécessitait le noyage des points chauds et des souches incandescentes. Quatre CCF (Camions-citernes feux de forêts) sont à l'œuvre depuis. À 7h dimanche matin, les opérations de noyage se poursuivaient toujours. Un traitement au mouillant, un produit destiné à isoler les feux couvants dilué dans de l'eau pour qu'il pénètre plus en profondeur, a été pulvérisé sur la zone.

Noyage des points chauds

Après ce traitement, dans la matinée, les équipes au sol ont poursuivi le travail pour repérer et éteindre les foyers encore actifs, en raclant la tourbe à l'aide d'outils de jardin et en pulvérisant à nouveau de l'eau.



Les pilotes de drone cartographient la zone de l'incendie et repèrent les points chauds sous la tourbe. - Photo Paris Normandie

Des dronistes sont venus en soutien pour définir la zone toujours impactée et repérer les points chauds toujours actifs, mais plus difficilement visibles à l'œil nu. Le sol était très sec et le décollage du drone soulevait un nuage de poussière. « *C'est un travail de fourmi* », indique le lieutenant Olivier Drault, chef de groupe Rouen, que les équipes s'attendaient à poursuivre toute la journée de dimanche, voire jusqu'à lundi. Au total, c'est un hectare et demi de végétation (ronces, fougères) qui a été brûlé. L'origine de l'incendie reste pour le moment inconnue.

Lire aussi



Un incendie a détruit un hectare et demi de forêt à Petit-Couronne : que s'est-il passé ?

Quentin Bral

~3 minutes

Ce samedi 25 avril, un incendie de végétation s'est propagé à plus d'un hectare et demi de forêt à Petit-Couronne, près de Rouen. Les pompiers étaient toujours en intervention ce dimanche matin.

L'actu des régions

Chaque jour, un tour d'horizon des principales infos de toutes les régions.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "L'actu des régions". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter. [Notre politique de confidentialité](#)

La fumée pouvait être aperçue de loin, tout autour de Petit-Couronne. Tout part d'un feu de végétation, les pompiers de la Seine-Maritime sont alors alertés vers 20 heures. La localisation : la forêt près de la Sud III.

Sur place, près de 15 000m² ont déjà pris feu, les lances sont sorties. Une dizaine de sapeurs-pompiers intervient alors. Pendant ce temps, sur les réseaux sociaux, l'inquiétude se fait ressentir. *"Comment ce feu s'est-il produit ? Et pourquoi cette ampleur ?"*, s'interloque une internaute. *"On n'a pas fini car tout redevient sec avec ce vent du nord"*, pose un autre.

Peu après 23h, le feu s'est propagé à une parcelle voisine. Des renforts humains et matériels sont appelés. Un point est fait dans la nuit, à deux heures du matin. *"Les foyers principaux sont éteints, le feu est actuellement situé dans la tourbe nécessitant le noyage de points chauds et de souches incandescentes à l'aide de quatre engins, le dispositif incendie a été réduit."*, expliquent les pompiers de la Seine-Maritime.

durée de la vidéo : 00h00mn39s





copié !

Images exclusives de l'incendie • ©France 3 Normandie

Aux alentours de 7 heures ce dimanche, les opérations de noyage se poursuivaient encore, avec un traitement au mouillant opéré sur une partie de la zone brûlée. Ce dispositif consiste à appliquer *"un produit qui permet à l'eau de pénétrer en profondeur dans la surface brûlée."* Au total, c'est plus d'1,5 hectares de végétation qui a été détruit par les flammes.

Aucun blessé n'est à déplorer. Les pompiers étaient encore en intervention ce dimanche 26 avril matin.

Etretat. Des touristes grecques piégées par la marée dans le Trou à l'homme

Julien Rojo

~1 minute

C'est un phénomène récurrent, malgré [les interdictions d'entrer sur le site](#). Selon [Le Courrier Cauchois](#), samedi 25 avril, six touristes adultes grecques se sont retrouvées bloquées par la marée montante alors qu'elles se trouvaient au [Trou à l'homme dans les falaises d'Etretat](#). Dans l'impossibilité de rejoindre la plage principale, elles se sont réfugiées à l'intérieur du tunnel.

Intervention des secours par la mer

Alertés vers 18h40, les secours ont déployé d'importants moyens pour les sauver : onze sapeurs-pompiers, cinq engins dont un vecteur nautique pour accéder à la cavité par la mer, la gendarmerie, le Centre opérationnel de zone (COZ) et la mairie. Les six personnes ont pu être extraites grâce à une embarcation de sauvetage et ramenées à terre.

Près de Pavilly. Un feu de bâtiment agricole a mobilisé de nombreux pompiers cette nuit

Cédric Thomire

1-2 minutes

Un incendie s'est déclaré dans la nuit du dimanche 26 avril au lundi 27 avril, route d'Hardouville, sur la commune de [Mesnil-Panneville](#).

Alertés à 23 h 38, les sapeurs-pompiers sont rapidement intervenus pour un feu touchant un bâtiment agricole d'environ 60m², réparti sur deux niveaux et servant au stockage de bois. A leur arrivée, le sinistre était déjà bien développé.

Dix-neuf pompiers mobilisés

Les secours ont engagé d'importants moyens pour maîtriser les flammes, déployant trois lances à incendie. Au total, six engins et dix-neuf sapeurs-pompiers ont été mobilisés sur cette intervention. L'alimentation en eau a été assurée grâce à une citerne enterrée à proximité.

Pas de victime

Le feu a pu être contenu sans risque de propagation aux alentours. Les opérations d'extinction ont duré une partie de la nuit.

Aucune victime n'est à déplorer. Les agents d'Enedis étaient également présents sur les lieux pour sécuriser les installations électriques.

Un nouvel incendie de hangar agricole dans la pays de Caux : t si la série noire n'était pas finie ?

Boris Letondeur

3-4 minutes

En fin de soirée, dimanche 26 avril 2026, les pompiers de Seine-Maritime sont intervenus pour circonscrire un feu de bâtiment agricole à Mesnil-Panneville, près de Pavilly. Si le sinistre n'a pas fait de victime, il renvoie forcément à la série noire d'incendies similaires dans le secteur.

L'actu des régions

Chaque jour, un tour d'horizon des principales infos de toutes les régions.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "L'actu des régions". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter. [Notre politique de confidentialité](#)

Dix-neuf sapeurs pompiers, six engins et trois lances ont été déployés dans le hameau d'Hardouville, à Mesnil-Panneville, entre Pavilly et Yvetot (Seine-Maritime). Ils ont été dépêchés sur place en milieu de nuit pour circonscrire un incendie de bâtiment agricole.

À leur arrivée, le feu ravageait un hangar à bois de 60 m², sur deux niveaux. Il n'est fait état d'aucune victime à déplorer. Au petit matin, les soldats du feu étaient toujours à l'œuvre pour mettre fin au sinistre. Pour leur intervention, ils ont pu se ravitailler en eau grâce à une citerne enterrée.

Dans le secteur, l'incendie fait écho à un sinistre similaire ayant eu lieu mi-février à une trentaine de kilomètres. [Une grande partie d'un bâtiment de 2 500 m² abritant des pommes de terre était partie en fumée à Bacqueville-en-Caux.](#)

Il n'y a peut-être aucun lien entre les deux faits divers, mais la suspicion est forcément de mise, car dans le Pays de Caux, chaque nouvel incendie de hangar agricole n'est jamais un fait divers anodin. Il fait immédiatement ressurgir la psychose dans le milieu paysan. En un an et demi, entre août 2023 et mars 2025, pas moins de 11 sinistres de ce type avaient été recensés dans la zone.

[Les autorités étaient alors montées au créneau](#), se réunissant à Lammerville où une exploitation venait d'être touchées la veille, dans

laquelle 35 bovins avaient péri. *"Nous étions là pour apporter notre soutien et nous inscrire dans une action résolue pour résoudre à court terme le sujet à la racine"*, avait alors déclaré Jean-Benoît Albertini, préfet de la Région Normandie.

Une dizaine d'enquêteurs pistaient alors le ou les incendiaires. Les résultats ne se faisaient pas attendre bien longtemps. Une semaine plus tard, un homme de 52 ans était interpellé. *"Ce dernier a reconnu au cours de sa garde à vue être à l'origine de l'incendie du 16 mars dernier, comme de celui survenu à Tôtes le 25 février, ce alors qu'il se trouvait alcoolisé"*, rapportait Marion Meunier, procureure de la République de Dieppe à l'issue de la garde à vue du suspect. Confondu par son véhicule, il avait reconnu être à l'origine d'au moins deux incendies.

« Il a défoncé la porte à la machette » : à Rouen, il tente d'agresser deux femmes dans un bar

Sylvain Auffret

7-8 minutes

Un homme a été interpellé dans la soirée du vendredi 24 avril 2026 après avoir tenté de s'en prendre à son ex-compagne avec une machette. Avec une amie elle a trouvé refuge dans un bar, dont le patron s'est interposé. Il témoigne.



Wilfried Mansois, patron du Moby's, devant la porte des toilettes où les deux jeunes femmes ont trouvé refuge. L'assailant l'a entamée à coups de machette. - Photo Paris Normandie



Par [Sylvain Auffret](#)

Publié: 25 Avril 2026 à 18h51 Temps de lecture: 2 min

Après deux mois et demi d'ouverture de son bar le Moby's, situé boulevard de l'Yser à Rouen, [Wilfried Mansois](#), 33 ans, n'est pas prêt d'oublier son « baptême du feu ». Les deux jeunes femmes qui ont trouvé refuge dans ses toilettes non plus. « J'étais là vers 18h50 vendredi. C'est ce qu'on m'a dit parce que moi je n'ai pas eu le temps de regarder ma montre une seule seconde. Il y avait du monde en terrasse et un client à

l'intérieur, quand deux filles d'une vingtaine d'années sont arrivées en panique », commence à raconter le gérant de bar derrière son comptoir.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

*« Elles me disent 'fermez la porte, fermez la porte, il y a un mec avec [une machette](#) qui veut me tuer' ». Le trentenaire met la clé dans la porte et sort dans la rue mais ne voit personne avec une machette. De retour dans l'établissement, il retourne voir les filles qui se sont réfugiées dans les toilettes. Elles donnent une description, « *un bermuda noir, habillé tout en noir. Je l'ai vu mais sans machette* », se remémore le barman qui comprend au passage que la jeune femme a mis un terme à sa relation avec l'homme la veille après une courte relation.*

Cagoule et machette

Il ressort et sur la droite, après le commissariat de Beauvoisine, il aperçoit l'homme, de dos, plus ou moins caché. Après avoir appelé la police, Wilfried ressort une dernière fois et aperçoit cette fois-ci le suspect avec une cagoule et machette à la main.



Le verrou de la porte en verre explosé gît désormais sur le comptoir du Moby's. - Photo Paris Normandie

Retour précipité dans le bar qu'il ferme à clé. L'homme arrive, frappe à la porte et *« il donne entre trois et cinq coups de machette dans la porte vitrée qui explose. Il y a du verre qui a été projeté jusqu'au piano (situé à plusieurs mètres de là, NDLR) »*, raconte Wilfried Mansois alors que le verrou qu'on trouve habituellement en bas des portes vitrées, gît désormais sur le comptoir du Moby's.

Du déodorant dans le visage

Désespéré, le barman monte les escaliers pour gagner son bureau qui est au premier étage. *« Il m'a suivi au début, mais comme j'avais oublié les clés sur la porte, je me suis trouvé coincé. Je lui ai dit : 'les filles ne sont pas là-haut' »*. L'homme qui semble dans *« un état second »*, comprend

que les filles sont dans les toilettes et commence à frapper la porte, en carton renforcé, avec sa machette.

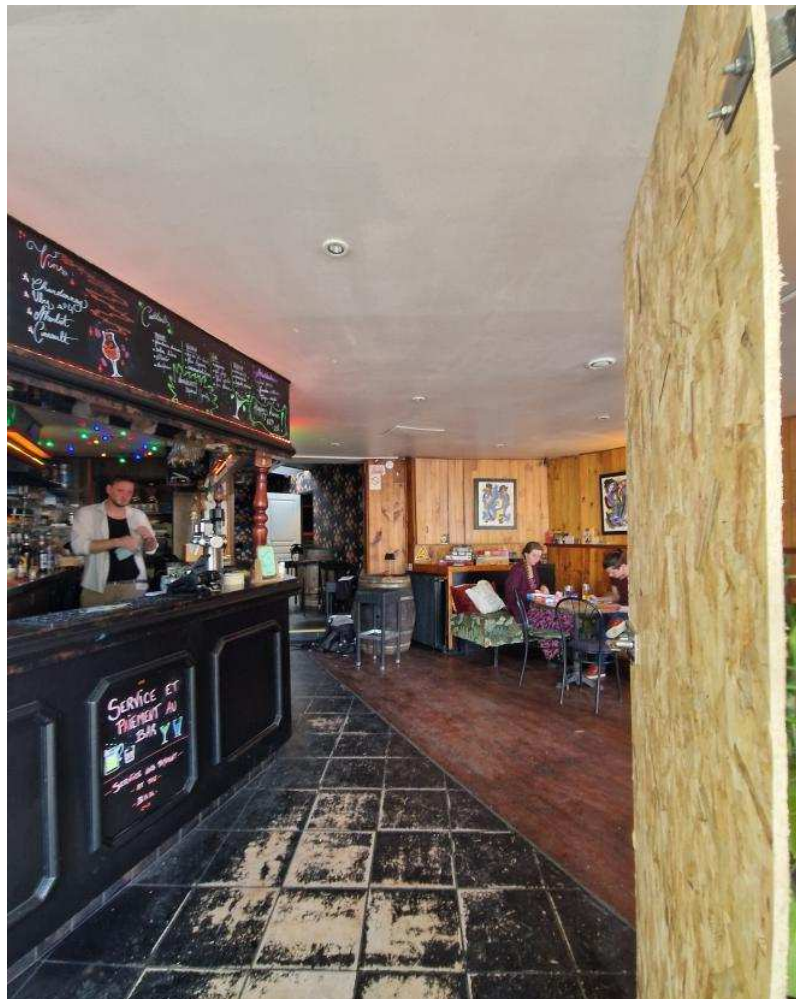
Il donne entre trois et cinq coups de machette dans la porte vitrée qui explose. Il y a du verre qui a été projeté jusqu'au piano ».

Wilfried Mansois, Patron du Moby's

Wilfried Mansois se saisit alors d'un mange-debout avec lequel il tente de coincer l'homme à la machette. À plusieurs reprises, ce dernier avance vers lui et le barman recule en lui parlant pour tenter de le calmer et gagner du temps. *« Je lui ai dit que ce n'était pas comme cela qu'il allait arranger les choses, il ne bougeait plus pendant quelques instants avant de repartir vers les toilettes »*. Par le trou creusé dans la porte par la machette, les deux jeunes femmes pulvérisent du déodorant dans le visage de leur agresseur.

Les clients l'aident à nettoyer

« À l'intérieur du bar, ça a dû durer 10 minutes, imagine le patron du bar. J'ai fini par lui dire : 'écoute ça fait un certain temps que ça dure, les flics sont arrivés', et il a commencé à sortir du bar sur la gauche ». Là « il y avait des flics plein partout, il s'est mis à courir, mais il a été rattrapé dans une rue. Je suis retourné voir les filles en leur disant, ça y est terminé, il y a les flics. Elles sont sorties, on s'est pris dans les bras comme ça spontanément. Pour plaisanter, j'ai dit aux filles que ma porte était toujours ouverte ».





Samedi soir une cliente a trouvé au pied levé un proche pour fabriquer une porte de remplacement. - Photo Paris Normandie

La surprise – bonne cette fois – ne s'arrête pas là : les clients, ceux qui ne sont pas partis en courant, lui viennent en aide. « *Certains ont balayé, une fille qui est serveuse est passée derrière le comptoir pour faire le service pendant une heure. Les assureurs m'ont dit qu'ils ne pourraient rien faire avant lundi. C'est une cliente qui a trouvé quelqu'un pour me mettre une porte* », détaille Wilfried Mansois en montrant le panneau de bois aggloméré qui fait office de porte pour le moment. Finalement, cet ancien responsable de secteur dans une grande marque d'auto-école dont c'est la première affaire a pu fermer comme d'habitude à 2h du matin. « *Je n'ai pas dormi de la nuit* ».

Lire aussi



[Louer des objets entre particuliers : c'est possible avec cette start-up de Rouen](#)



"J'ai le sentiment du devoir accompli" : Marc Fauqueux quitte la gendarmerie pour prendre sa retraite

Augustin Bouquet des Chaux

5-6 minutes

Arrivé en 2011 comme chef de la gendarmerie de Tôtes, le major Marc Fauqueux a fait valoir ses droits à la retraite. Il part avec le sentiment du devoir accompli.

Sur le même thème

[Gendarmerie](#)

[Justice](#)

[Retraite](#)

Article réservé aux abonnés



Après une carrière longue de 36 ans en gendarmerie dont 15 comme commandant de la brigade de Tôtes, Marc Fauqueux va partir à la retraite. ©Les Informations Dieppoises

Par [Augustin Bouquet des Chaux](#) Publié le 25 avr. 2026 à 18h26

Il fallait être présent à l'inspection de la communauté de brigades des gendarmeries de [Tôtes](#) et de [Saint-Saëns](#) le **3 avril 2026** pour comprendre combien le major [Marc Fauqueux](#) a su nouer des liens forts avec les élus et les entreprises locales. La salle du conseil municipal de Tôtes était pleine pour saluer le départ à la retraite du gendarme de 56 ans. Le **1^{er} juillet 2026**, c'est une page longue de presque 36 ans que

le militaire va refermer, non sans une certaine émotion. « Je pense que ça va me manquer » sourit-il, installé à son bureau de la caserne de Tôtes. Au moment de replonger dans ses souvenirs, le **major Fauqueux** ne fait preuve d'aucune nostalgie, mais il revient calmement sur une carrière de gendarme pour laquelle il semblait prédestiné. « J'ai fait mon service militaire et à ce moment-là, on pouvait choisir de le faire en gendarmerie » souligne Marc Fauqueux.

Un métier utile et varié

La gendarmerie l'a toujours attiré : « Je voulais faire un métier utile et varié et on se sent utile en tant que gendarme » dit-il. Après 14 mois dans l'armée, il passe le concours de gendarme auxiliaire, rentre à l'école de gendarmerie de Montluçon pendant huit mois.

À l'issue de sa formation, son bon classement lui permet de choisir sa destination. Originaire de [Mers-les-Bains](#), il fait le choix de la Normandie et arrive à la brigade de Rouen où il passe quatre ans de 1992 à 1996. Muté à Longueville par choix, Marc Fauqueux préfère les villages aux grandes villes. Et « avec ma femme qui est des Villes Sœurs, nous voulions nous rapprocher de notre région » confie-t-il.

Après Longueville, place au concours d'officier de police judiciaire. « Je me suis classé deuxième sur 2917 candidats » savoure le major Fauqueux. En 2002, il arrive à Doudeville, en 2008 le voilà à [Blangy-sur-Bresle](#), puis il devient commandant de brigades à Tôtes en 2011.

Il ne bougera plus et ne deviendra pas lieutenant. « À l'époque, devenir lieutenant signifiait être muté quelques parts en France » justifie-t-il. À l'avancement professionnel, il préfère privilégier sa vie personnelle. À Tôtes, il touche à tout : « Il faut faire des ressources humaines, il y a du contact avec les élus, il faut adapter son service à la délinquance. »

De grosses affaires

Durant 15 ans, le major Fauqueux aura vu 90 gendarmes passer sous ses ordres. Après des élus avec lesquels il a noué de solides relations, il vante les mérites de la vidéoprotection et parvient à convaincre les réticents : « Sur les 39 communes de la communauté de brigades, dix sont aujourd'hui équipées et dix autres sont un projet d'équipement en vidéoprotection » sourit le militaire.

Au moment de tourner la page, Marc Fauqueux assure « partir avec le sentiment du devoir accompli ». Décoré de la médaille militaire, le gendarme a eu l'occasion de traiter des affaires particulièrement mémorables.

Au sommet de ses souvenirs, il place le drame d'Ancourteville durant lequel un adolescent a tué ses parents et son petit frère, parmi les plus marquants : « J'étais l'un des premiers à arriver sur place. On nous a dit que le tueur était encore à l'intérieur... ça marque ».

Les incendies de hangars agricoles

Sur le secteur de Tôtes, il a eu à couvrir trois homicides dont l'affaire Alexandra Richard, cette femme qui a tué son compagnon après des années assurait-elle de violences régulières.

Dernière grosse affaire en date, les incendies de hangars agricoles où il a dû faire avec une certaine pression de la part de la hiérarchie : « J'étais soulagé que l'on puisse interpeller l'incendiaire » conclut-il. Le major Fauqueux ne quitte pas définitivement la gendarmerie puisqu'il consacrera une partie de sa retraite comme réserviste. Il sera remplacé à Tôtes par le major **Noël Hébert**.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Près de Dieppe, un homme sous OQTF parti de Rouen interpellé et écroué après des vols et un accident

Arnaud COMMUN

5-6 minutes

Un homme de 26 ans, qui faisait l'objet d'une OQTF, a été interpellé par des gendarmes près de Dieppe, le mardi 21 avril 2026, puis écroué le mercredi 22, à la suite de vols, de tentatives d'escroqueries, de conduite sans permis et d'un délit de fuite entre Rouen et l'arrière-pays dieppois.



Par [Arnaud COMMUN](#)

Publié: 25 Avril 2026 à 16h07 Temps de lecture: 2 min

Le périple délictuel d'un Guinéen de 26 ans a pris fin dans le hameau de Beuville, commune de Saint-Denis-sur-Scie, le mardi 21 avril 2026, dans la région de Dieppe. Le jeune homme [sous OQTF \(obligation de quitter le territoire français\)](#) a été interpellé par des gendarmes de la communauté de brigades de Tôtes/Saint-Saëns, quelques heures après le vol d'une voiture et une série d'autres infractions.

L'affaire commence entre 23 heures le lundi 20 avril et 3 heures le mardi 21, dans la cour d'une habitation à Rouen. Aboubacar dérobe une Citroën C3. Sans permis de conduire, ce SDF (sans domicile fixe) prend la direction de Dieppe. À Biville-la-Baignarde, il heurte un véhicule en stationnement. Il poursuit son chemin au volant de la Citroën.

Vol raté

Le fuyard décide de l'abandonner 10 km plus loin, à Cropus. Il tente alors de dérober une autre voiture dans ce village. Il monte dans une Ford Kuga, emboutit un portillon et un muret d'une habitation, mais ne parvient pas à s'enfuir au volant du véhicule. Il quitte Cropus à pied, en direction d'Auffay, commune de Val-de-Scie.

Il fait du porte-à-porte dans ce village, pour mendier. Et profite d'éventuelles opportunités dans les véhicules. Il ouvre ainsi la portière d'une automobile non verrouillée et dérobe à l'intérieur un porte-monnaie contenant une carte de crédit. Le jeune Guinéen tente de l'utiliser dans

des commerces de Val-de-Scie. Les tentatives d'escroqueries échouent.

Déjà connu

Il décide alors de quitter la commune à pied, en direction de Saint-Denis-sur-Scie. Entre-temps, les gendarmes ont été avisés de son comportement. Une patrouille l'intercepte quelques minutes plus tard. Il est placé en garde à vue à la gendarmerie de Tôtes. Le parquet de Dieppe, avisé, constate que le suspect est déjà défavorablement connu de la justice.

Il ordonne donc son déferrement le mercredi 22 avril, [en vue d'une comparution immédiate](#). Le tribunal correctionnel de Dieppe le condamne à 6 mois de prison ferme, peine assortie du mandat de dépôt. Il est écroué à la maison d'arrêt de Rouen. À sa sortie de détention, il aura interdiction de séjourner en France durant 10 ans. Il doit aussi verser 254€ de frais fixes de procédure.

Lire aussi



[Près de Dieppe, Bosmelet fête ses 10 ans : un voyage entre patrimoine, musique et mémoire au château](#)



"Écouter les avis et les attentes", le futur grand projet éolien au large du Havre présenté aux habitants

Simon Maunoury

~4 minutes

Publié le dimanche 26 avril 2026 à 19:16

Les habitants du Havre et de la région étaient invités, dimanche 26 avril 2026, sur le marché dominical, à échanger autour du futur parc éolien offshore Centre Manche 2. Celui-ci devrait voir ses travaux commencer à l'horizon 2029.

Ils sont venus se renseigner, poser leurs questions et tenter de trouver des réponses. Les Havrais étaient conviés, dimanche 26 avril 2026, à **un échange sur le parc éolien** qui s'implantera au large des côtes normandes d'ici 2033, date de sa mise en fonctionnement.

Quatre fois plus grand que le parc de Fécamp

Ce parc sera **construit à environ 40 kilomètres de la terre**, à distance égale du Havre, du Calvados et du Cotentin. Entre 70 et 100 éoliennes verront ainsi le jour sur une surface totale de 245 km², soit près de quatre fois la surface du [parc offshore au large de Fécamp](#) (Seine-Maritime). À terme, il couvrira **la consommation d'environ un million de foyers**.

Mickaël fait ses courses sur le marché, il s'est arrêté pour s'informer. Il s'intéresse beaucoup aux nouvelles énergies. *"On voit bien qu'avec les conflits que l'on vit en ce moment, que l'énergie, c'est réellement un enjeu dans la vie quotidienne de tout le monde et la capacité de produire soi-même son énergie, c'est vraiment important"*, souligne-t-il. Il trouve également que **les chantiers sont longs à débiter**. *"Ça fait longtemps qu'on en parle, mais quand on regarde, ce n'est pas tant développé que ça. Alors que d'autres pays comme le Danemark ont complètement développé et nous on est très très en retard. J'essaie aussi de comparer avec les autres énergies, notamment le nucléaire"*, poursuit-il.

"On répond à leurs questions, à leurs avis et à leurs attentes", Florent Kohlenbach est chargé de concertation pour Centre Manche Energies, *"on a des questions sur l'impact sur la pêche ou sur l'environnement. Nous sommes dans un objectif de transparence avec le public"*. **Ce chantier titanesque devrait débiter à l'horizon 2029**, pour une mise en fonctionnement en 2033.

D'ici 2033, un parc éolien offshore entre Le Havre et Barfleur : « Je préfère ça que le nucléaire ! »

Suzelle Gaube

7-8 minutes

À l'occasion du marché des Halles, au Havre, TotalEnergies a mené une campagne d'information auprès de la population, dimanche 26 avril 2026. Et ce, au sujet du projet Centre Manche 2, un projet de construction d'un parc éolien offshore au large entre Barfleur et Le Havre. Qu'en pensent les Havrais ?



Des représentants de la multinationale TotalEnergies étaient sur le marché des Halles au Havre, dimanche 26 avril 2026, pour informer les habitants sur le projet de construction d'un parc éolien offshore au large du Havre d'ici 2033. - Suzelle Gaube/Paris Normandie



Par [Suzelle Gaube](#)

Publié: 26 Avril 2026 à 16h35 Temps de lecture: 2 min

Un parc éolien offshore au large entre Barfleur et Le Havre d'ici 2033 : avec un début d'implantation de 70 à 100 éoliennes à une quarantaine de kilomètres des côtes normandes dès 2029. C'est l'information que la multinationale TotalEnergies a voulu faire passer au grand public, au marché des Halles au Havre, dimanche 26 avril 2026. Un projet que bon nombre de Havrais n'ont pas encore entendu parler à l'image de Françoise, 76 ans, qui « s'intéresse à la question des énergies renouvelables » depuis très longtemps. « Je militais dès les années 70

avec le collectif havrais d'écologie. J'ai notamment milité à l'époque contre le projet de construction de la centrale nucléaire de Paluel, qui a finalement vu le jour », raconte celle qui habite aujourd'hui Trouville.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

« Ça va créer des emplois... »



Lors du marché des Halles au Havre, dimanche 26 avril 2026, Françoise, 76 ans, a découvert le projet du parc éolien offshore prévu au large entre Barfleur et Le Havre. - Suzelle Gaube/Paris Normandie

Alors ce projet Centre Manche 2, elle y voit de l'intérêt, d'autant que l'éolien sera « *toujours moins pire que le nucléaire* », estime Françoise : « *Je suis favorable depuis longtemps à toutes les alternatives à l'énergie fossile ou nucléaire* ». Ça va « *créer des emplois et de l'énergie pour beaucoup d'entreprises et d'habitants* ». Baptiste Taconet, responsable développement territorial à TotalEnergies, abonde : « *Ce projet générera 2 500 emplois et il sera confié 10 % des coûts du projet, soit 450 millions €, à des PME du territoire* ».

« L'équivalent de la puissance d'un réacteur nucléaire. »

Le projet Centre Manche 2 est « *le plus grand projet d'énergie renouvelable de France. C'est 1,5 Gigawatt de capacité. Soit l'équivalent de la puissance d'un réacteur nucléaire. Ça va alimenter 1 million de foyers en électricité par an* », affirme Baptiste Taconet. C'est un investissement de 4,5 milliards d'euros de la part de TotalEnergies : « *le plus grand investissement de TotalEnergies depuis trente ans* ».

Après avoir été attribué à cette multinationale en octobre 2025, ce projet verra concrètement le jour en 2029, année de début du chantier, avec une mise en fonctionnement prévue en 2033. « *Nous sommes actuellement en phase d'études techniques et environnementales* ».

Un fonctionnement pendant trente-cinq ans

Ces installations ne pourront être utilisées que durant trente-cinq ans : « *Après, nous avons une obligation de démantèlement et de recyclage des composants* », précise Baptiste Taconet. Pour une implantation au large entre Barfleur et Le Havre : « *C'est l'État qui a choisi le lieu d'implantation, estimant notamment qu'il s'agit d'une zone de moindre*

contrainte ».

« Plus éloignées que celles de Fécamp »

En termes d'« *impact visuel* » : « *Elles sont plus éloignées que celles de Fécamp qui sont à 12 km des côtes* ». Selon TotalEnergies, l'impact serait aussi moindre pour les pêcheurs, avec lesquels ils sont en discussion via le comité régional des Pêches : d'après la multinationale, la zone ne serait fréquentée que par très peu de bateaux. En termes d'enjeux environnementaux, il s'agirait d'« *une zone hors Natura 2000* ».

Sur ce point, l'entreprise indique qu'elle alimente un fond de biodiversité à hauteur de 15 millions d'euros et a une enveloppe de 45 millions d'euros pour financer « *les mesures d'évitement, de réduction et de compensation des effets négatifs du parc, notamment sur l'environnement* ».

« Je suis à moitié convaincu »

Une installation qui ne dérange pas plus que cela Patrick 70 ans, qui habite quai de Southampton : « *Je préfère ça qu'une centrale nucléaire ou de l'extraction d'énergie fossile* ». Il espère tout de même que « *le bruit des pales ne gênera pas la faune marine* » et que les pêcheurs ne seront pas impactés, « *ils ont besoin de travailler* ». Mêmes inquiétudes de la part de Jean-Claude, un Havrais de 86 ans : « *Je suis à moitié convaincu de ce qu'on m'a raconté. (...) Il faut savoir vivre en son temps, mais on veut du tout électrique. À un moment, on va arriver à ce que l'État n'aura plus de taxes sur le carburant et taxera à outrance l'électricité.* » Se qualifiant d'« *anti-éolien* », Dominique et Jean-Luc sont quant à eux « *sceptiques* » : « *La faune va en prendre un coup et les pêcheurs seront forcément impactés* ».

Lire aussi

[Football – Ligue 1 : impardonnables, les Ciel et Marine restent sous la menace](#)

[Journée de l'accompagnement vers l'emploi 2026 à Montivilliers : des conseils et des rencontres](#)

[Football – HAC : Kechta, le sursaut d'un déclassé, les notes des Havrais face à Metz](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Le Havre](#)

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)



Des modernisations prévues en 2026 sur le port de Dieppe : « Maintenant on peut investir dans de nouveaux

Loïc Potier

7-8 minutes

Des travaux vont se poursuivre sur l'ensemble des installations portuaires de Dieppe. Recherche d'économie de fonctionnement, amélioration des services et nouvelles normes pour les douanes, voici le passage en revue.



Par [Loïc Potier](#)

Publié: 25 Avril 2026 à 18h32 Temps de lecture: 2 min

Redevenue port de Dieppe, la régie dieppoise des activités portuaires a présenté l'ensemble des travaux commencés en 2025 et qui se poursuivront durant toute l'année 2026. Son directeur Roland Damamme fait le tour du propriétaire en compagnie de Victor Fontaine, responsable d'opérations. « *Port de Dieppe dépend de Ports de Normandie qui gère les installations majeures sur Dieppe, Cane-Ouistreham et Cherbourg. Pour exemple, [le pont Colbert, c'est à la charge de Ports de Normandie](#)* », explique le directeur. « *Les quatre activités portuaires de Dieppe se modernisent. Jusqu'en 2019, il n'y avait que des frais importants pour la remise en état. Maintenant, si elles se poursuivent, nous pouvons dégager un important budget pour les investissements et procéder à de nouveaux aménagements.* »





Laurent Damamme, à gauche, et Victor Fontaine présentent les prochains travaux qui seront réalisés sur le port de Dieppe. - Photo LP/Paris Normandie

Une meilleure fluidité au Transmanche

Pour commencer, [c'est l'avant-port et le Transmanche de la ligne Dieppe – Newhaven](#) qui a amélioré ses offres. « *Nous avons rénové la passerelle Ro-Ro avec une sécurisation. Elle sert à l'entrée et à la sortie dans le ferry des véhicules s'adaptant à l'amplitude des marées et elle est très exposée aux aléas climatiques. Elle a 30 ans et elle demande un soin particulier avec un nettoyage sous l'eau afin de décrocher par exemple les coquillages.* ». Le contrôle aux frontières par biométrie est désormais effectif et des aménagements étaient obligatoires. « *Depuis le 10 avril, le système est opérationnel pour les voitures légères. Les aubettes pour les douaniers ont été refaites et une troisième a été ajoutée. Il existe désormais six voies d'accès au lieu de quatre, ce qui améliore la fluidité du trafic. Il y a aussi une extension de la zone piétonne.* » Quand à l'étage supplémentaire prévu sur le bâtiment principal du terminal Transmanche, cela n'est pas du ressort de Port de Dieppe. « [C'est le délégataire DFDS,](#) en charge de cette extension. Il souhaite installer son siège social France sur Dieppe. » Est prévu également, un abri pour les vélos. De plus en plus de cyclistes empruntent le ferry.



Des travaux ont été engagés sur la passerelle Ro-ro qui sert à l'embarquement et au débarquement du ferry. - Photo LP/Paris Normandie

L'eau chaude récupérée

La pêche est un domaine important. « *Nous voulons faire de grosses économies en réduisant les charges de fonctionnement. Nous refaisons tout le système froid qui est très énergivore. Avec les nouveaux procédés, nous récupérons l'eau chaude qui est employée pour faire du froid et elle va servir à nettoyer les bacs. Il y en a 23 000. Nous serons aussi en conformité avec les prochaines normes européennes applicables en 2030. Dans un autre domaine, nous souhaitons attirer de nouveaux acheteurs passant par la criée de Dieppe. Pour cela, nous veillons à la qualité de nos services.* »

Améliorer le port à sec



Le port à sec de Dieppe a déjà 10 ans et son modèle d'exploitation doit être amélioré - Photo LP/Paris Normandie

Concernant la plaisance, de nouveaux pontons vont être installés dans les différents bassins du port. Les travaux les plus importants concernent le port à sec situé dans l'ancienne forme de radoub comme le confirme Laurent Damamme. « *Le modèle d'exploitation doit être amélioré afin de garantir une mise à l'eau plus efficiente, surtout dans les périodes estivales. Son installation et sa mise en service, en novembre 2015, avaient été compliquées avec de nombreux soucis techniques et cela demande des améliorations afin de pouvoir accueillir une pleine charge du port à sec.* »

De la réparation navale





La zone technique accueille des bateaux venus de Boulogne, d'un côté et de Port-en-Bessin de l'autre et parfois, ce sont des grosses unités. -

Photo LP/Paris Normandie

Reste le port de commerce où le hangar d'Afrique, devenu obsolète, il sera détruit à partir du 2e semestre 2026. *« Le bâtiment sera déconstruit en dehors de la partie réservée au Sivep (service vétérinaire pour les animaux domestiques) qui a été mis en place après le Brexit. Une fois détruit, l'ensemble du terre-plein sera reconfiguré et adapté en fonction de la demande. Nous voulons développer aussi le secteur réparation navale. Il suffit de voir l'activité sur la zone technique du port de Dieppe. La grue quadripodes relève des bateaux qui viennent de loin : Boulogne ou Port-en-Bessin, ce qui montre la qualité de nos services. »*

Lire aussi



[Près de Dieppe, Bosmelet fête ses 10 ans : un voyage entre patrimoine, musique et mémoire au château](#)



Yport. La station d'épuration répond aux attentes

Charles Turcant

2-3 minutes

C'est une visite toute symbolique qui a eu lieu, jeudi 23 avril, pour plusieurs élus du territoire sur le site de [la nouvelle station d'épuration d'Yport](#) ; en compagnie de représentants des entreprises ayant participé au chantier. La date officielle de lancement de la nouvelle station est le 19 janvier ; le temps de pomper les effluents de l'ancienne station et d'arrêter le fonctionnement de la station des Loges qui ne fonctionnera plus. Courant février, tout s'était mis en place.

"Le défi était de préparer l'installation de la nouvelle station sur ce site où l'ancienne station continuait de fonctionner"

Visite symbolique aussi car ce projet de nouvelle station d'épuration date d'une quinzaine d'années. Le travail administratif fut chronophage, d'autant que le site était classé ; qu'il a fallu travailler avec les Bâtiments de France sur le design ; que la crise sanitaire est passée par là...

"Surtout, le défi technique majeur était qu'il fallait, en parallèle, préparer l'installation de la nouvelle station sur ce site où l'ancienne station devait continuer de fonctionner", rappelle Jean-Marie Crochemore, vice-président de Fécamp Caux Littoral en charge de la rudologie.

"Une petite pierre" d'une grande réflexion

"Aujourd'hui, nous pouvons être fiers du résultat, poursuit-il. Les analyses des eaux rejetées en mer sont excellentes, dépassant même les exigences fixées par l'arrêté préfectoral. Ce sont nos engagements : protéger l'environnement, tout en améliorant la qualité de vie des habitants et préparant l'avenir de notre territoire." Ce chantier d'ampleur aura coûté un total de treize millions d'euros : huit pour la station d'épuration elle-même, cinq pour les travaux de transfert.



La façade du bâtiment de la STEP visible depuis la route est censée rappeler les falaises de la Côte d'Albâtre

"Il faut prendre en compte ce qui a déjà été fait concernant la qualité des rejets, pointe Laurent Vasset, président de l'agglomération Fécamp Caux Littoral. Mais sur le grand enjeu plus vaste de l'environnement, cette station d'épuration n'est qu'une petite pierre parmi d'autres qu'il faudra réaliser." Avec notamment la réflexion autour d'une usine d'eau potable sur le secteur de Valmont.

"Ça ne sert à rien de restaurer un mur si la toiture fuit" : mais pourquoi la restauration de ces deux églises

Mélanie Queinnec

4-5 minutes

Alors qu'instances spécialisées et mécènes ont mobilisé d'importants moyens, la réfection des églises Saint-Jacques et Saint-Rémy de Dieppe (Seine-Maritime) est loin d'être achevée. La mairie n'a en effet pas les mains libres pour investir l'argent récolté pour la restauration de ces deux édifices. Explications.

L'actu des régions

Chaque jour, un tour d'horizon des principales infos de toutes les régions.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "L'actu des régions". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter. [Notre politique de confidentialité](#)

Ne vous fiez pas aux apparences. Même si de nombreux travaux de restauration ont déjà été effectués sur les églises Saint-Jacques et Saint-Rémy de Dieppe, il reste encore beaucoup à faire. Toiture qui fuit, murs fissurés, les projets ne manquent pas... Ils avancent, mais timidement.

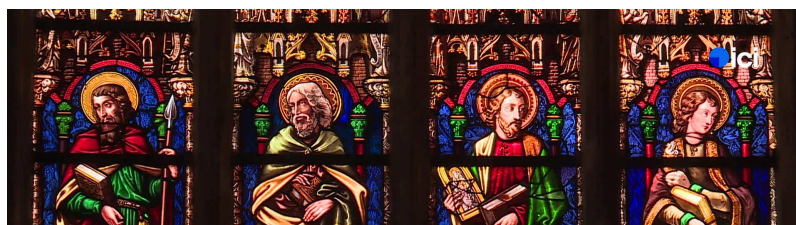
[La nef de l'église Saint-Jacques de Dieppe, en travaux. • © Stéphane L'Hôte / France Télévisions](#)

Pour ces travaux, un partenariat a été noué entre la mairie et le comité de sauvegarde des deux édifices dieppois. À la disposition de ce dernier, des fonds de donateurs.

Mais pour lancer une restauration, ce n'est pas si facile. "*Il faut travailler avec la mairie mais aussi avec la DRAC*", explique Marie Herbelin, adjointe en charge de la culture et du patrimoine à la Ville de Dieppe.

Le reportage de Grégory Archiapati et Stéphane L'Hôte :

durée de la vidéo : 00h01mn43s





Patrimoine : le chemin de croix des restaurations • ©France 3 Normandie

La Direction régionale des Affaires culturelles "*a son mot à dire sur le moindre élément qui va être travaillé dans les églises*", reprend Marie Herbelin. "*Et tout ça prend beaucoup de temps, puisque ce sont des allers-retours avec différentes commissions, et puis évidemment, une programmation sur le plus long terme...*"

Résultat des courses : des travaux sur un temps long, très long... Trop long pour les mécènes qui ont débloqué des fonds et qui espéraient financer des projets bien précis...

Or, "*ça ne sert à rien de restaurer un mur en interne si la toiture en externe fuit*", rappelle Marie-Josèphe Dargent, présidente du comité de sauvegarde des églises Saint-Jacques et Saint-Rémy de Dieppe.

[Certains donateurs espèrent financer des projets précis, mais les travaux doivent être priorités et recevoir l'aval de la DRAC. • © Stéphane L'Hôte / France Télévisions](#)

"*Donc c'est à moi d'expliquer à la mairie que nous avons des donateurs qui ont des exigences... Et d'expliquer aux donateurs qu'il y a des exigences techniques qui font que ce n'est pas toujours possible dans l'ordre que nous avions prévu*", reprend Marie-Josèphe Dargent.

7,5 millions d'euros seraient encore nécessaires pour restaurer l'ensemble des extérieurs des deux édifices religieux classés, érigés entre le XIIe au XVIe siècle pour l'église Saint-Jacques, et autour du XVIème siècle pour l'église Saint-Rémy. Pour faire un don au comité, vous pouvez vous rendre sur [cette page](#).

Avec Grégory Archiapati.

Après "des constats de vétusté", un premier gros chantier pour la restructuration de ce lycée près de Rouen

Aurélien Delavaud

4-5 minutes

Au printemps 2026, la Région Normandie lance un chantier de réfection des salles de sciences, au lycée Buisson d'Elbeuf. Des travaux qui pourraient rapidement en appeler d'autres.

Sur le même thème

[Education](#)

[Formation](#)

Article réservé aux abonnés



Un chantier qui doit durer jusqu'à la fin de l'année scolaire vient de débuter au lycée Ferdinand-Buisson d'Elbeuf (Seine-Maritime).

©Aurélien Delavaud

Par [Aurélien Delavaud](#) Publié le 26 avr. 2026 à 21h30

Elles avaient fait leur temps, depuis la création du **lycée**. Au fil des ans, les plaintes des professeurs, des élèves et des familles revenaient de façon récurrente. Bientôt, la vétusté des salles dédiées aux sciences, au lycée **Ferdinand-Buisson d'Elbeuf** ([Seine-Maritime](#)), appartiendra bien au passé. À la mi-avril 2026, la **Région Normandie**, qui a la responsabilité de ces établissements, confirme que **des travaux sont en**

cours pour donner une seconde vie aux laboratoires, avant une restructuration plus poussée du lycée.

Rénovation complète

« Suite à des constats de **vétusté** des salles des sciences situées dans les bâtiments externats E et A au printemps 2025, la Région a mené des études pour une **rénovation complète** de ces 6 salles ainsi que les espaces annexes (réserves, stockage) », confirme la Région Normandie.

Après les habituels travaux préparatoires, le chantier a réellement commencé en février dernier. Il doit durer « 4 à 5 mois, jusqu'à la fin de l'année scolaire en cours », selon les prévisions de la Région.

Pour ces travaux, la collectivité met environ **900 000 €** sur la table. La Région liste la nature de son intervention dans ces salles qui servent notamment pour les cours pratiques de chimie : « Réhabilitation des sols, murs, plafonds, électricité courant fort/courant faible, chauffage, ventilation et climatisation, isolation, mise en accessibilité et remplacements de toutes les paillasses. »

Une solution provisoire pour les élèves

Pendant les travaux, comment les lycéens font-ils pour poursuivre leur apprentissage ? C'est pour répondre à ce besoin que des **bâtiments modulaires provisoires** ont fleuri dans la cour du lycée.



Pendant la rénovation des salles, les cours de sciences ont lieu dans des préfabriqués installés dans la cour du lycée. ©Aurélien Delavaud

« Les cours y sont désormais assurés depuis la rentrée de janvier et **jusqu'à la fin de l'année scolaire 2025-2026**, précise la Région. Les élèves et professeurs du lycée Buisson disposeront ainsi à la rentrée scolaire 2026-2027 de salles de sciences modernes et fonctionnelles. »

Pour l'établissement, dont l'état général est parfois décrié par les parents d'élèves et ses professeurs, [comme lors d'une « action coup de poing » en février 2024](#), ces travaux pourraient être les premiers d'une série.

En effet, la Région assure qu'elle planche sur une « opération d'ampleur de restructuration partielle du lycée Buisson, encore actuellement en étude, et dont les travaux devraient débiter au second semestre 2027 ».

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Après 12 ans d'attente, les travaux de réhabilitation de l'ancienne friche Lactalis débutent en Seine-Maritime

Rédaction Dieppe

3-4 minutes

Après plus de 12 ans d'attente, les travaux de dépollution et de démolition ont débuté lundi 6 avril sur la friche de l'ancien site Lactalis à Longueville-sur-Scie près de Dieppe.

Sur le même thème

[Agriculture](#)

[Travaux](#)

Article réservé aux abonnés



Les élus marquent le lancement des travaux sur l'ancienne friche Lactalis à Longueville-sur-Scie près de Dieppe (Seine-Maritime). ©Les Informations Dieppoises

Par [Rédaction Dieppe](#) Publié le 27 avr. 2026 à 6h16

C'est une étape attendue de longue date qui vient d'être franchie à [Longueville-sur-Scie](#) près de [Dieppe \(Seine-Maritime\)](#). Après plus de 12 années marquées par des études, des changements de propriétaires et de nombreux rebondissements, les travaux de désamiantage, de dépollution puis de démolition de la friche industrielle Lactalis ont officiellement débuté **lundi 6 avril 2026**. Le lancement de cette opération a été constaté sur place par le maire de la commune, [Olivier Bureau](#), aux côtés de [Sophie Doré](#), maire de [Saint-Crespin](#). Un moment

symbolique pour les deux élus, tant ce dossier s'inscrit dans le temps long et dans une dynamique commune. Le projet avait été lancé sous le mandat de **Jean-Pierre Langlois**.

Une opportunité pour le territoire

« Après plus de 12 ans de projets et de rebondissements, voir enfin démarrer ces travaux est une grande satisfaction pour nos communes », souligne Olivier Bureaux. « Ce projet représente une véritable opportunité pour le territoire, notamment pour nos écoles, nos commerces et les services de proximité. »

« La disparition de cette friche industrielle est une étape importante. Ce lieu, longtemps figé dans le passé, va laisser place à de nouvelles perspectives », ajoute Sophie Doré. « Ce moment symbolise à la fois la fin d'une histoire et le début d'un renouveau » poursuit-elle, saluant la patience du bailleur social **3F Normandie**.

Un an pour assainir le terrain

Cette friche, autrefois source de fierté pour de nombreux habitants du territoire, va laisser place à un nouveau quartier. Une phase d'environ un an sera nécessaire pour préparer et assainir le terrain avant sa cession au bailleur social **3F Normandie**.

À terme, d'ici trois à quatre ans, près de 70 logements devraient voir le jour sur cette parcelle. Plusieurs partenaires accompagnent cette opération d'envergure, notamment l'Établissement public foncier de Normandie pour son appui technique et financier, ainsi que la Région Normandie.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Au Petit-Quevilly, pourquoi une centaine d'arbres ont-ils été abattus le long de la Sud III ?

Cécile Frangne

4-5 minutes

Une centaine d'arbres plantée en bordure de Sud III au niveau du Petit-Quevilly, qui servait de barrière contre les nuisances visuelles et sonores, ont été abattus début avril 2026.



« Avant, je ne voyais pas la voie rapide depuis mes fenêtres », témoigne Patricia. - Photos Paris Normandie/DR



Par [Cécile Frangne](#)

Publié: 26 Avril 2026 à 12h01 Temps de lecture: 1 min

C'était une rangée d'une centaine d'arbres plantés en bordure de Sud III qui faisait partie du paysage. Quand des ouvriers sont venus les abattre, un soir d'avril 2026, Patricia*, locataire depuis deux ans d'un immeuble neuf situé à proximité de la salle de l'Astrolabe au [Petit-Quevilly](#), n'en a pas tout de suite mesuré les conséquences. « *C'est aux beaux jours, quand j'ai commencé à ouvrir ma fenêtre, que je me suis rendue compte de leur absence*, témoigne la quinquagénaire, dont le balcon donne désormais sur la Sud III. *Avant, je ne voyais pas la voie rapide depuis mes fenêtres. Maintenant, je ne peux presque plus les ouvrir à cause du bruit* ».

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Risque de « chute »

L'abattage *« de ces 135 arbres (pour l'essentiel des Thuyas), peut paraître brusque, mais il a une justification »*, indique la Direction interdépartementale des routes Nord-Ouest. Chargée de l'entretien de la RN338, la Dirno a été *« sollicitée par la SNCF le 11 février 2026 pour une intervention d'urgence sur ces arbres, également situés près d'une voie ferrée »*. En cause, selon la SNCF, *« un risque de chute pouvant entraîner une éventuelle collision au passage d'un train »*, ou encore un *« risque incendie lié à la présence d'installations électriques sous tension à la proximité des arbres »*.

Devant *« concilier la mise en sécurité des voies de la SNCF avec l'obligation de protection environnementale »*, la Dirno précise avoir réalisé un diagnostic écologique préalable. Deux jours avant l'intervention, un *« écologiste est également passé pour vérifier l'absence de nids, d'avifaune protégée ainsi que de chiroptères »*.

Ces arbres, qui servaient de barrière contre les nuisances visuelles et sonores de la Sud III, auront-ils vocation à être remplacés ? *« Une phase de réflexion est en cours afin de mettre en œuvre un aménagement paysager, tente de rassurer la Dirno. Cette phase de concertation aura pour but de donner une nouvelle dimension paysagère à cet espace. »*

** Le prénom a été modifié*

Lire aussi



[Louer des objets entre particuliers : c'est possible avec cette start-up de Rouen](#)

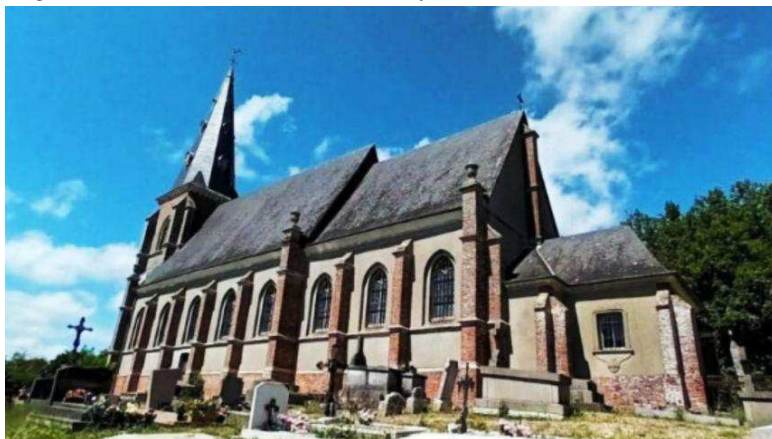


Risque d'effondrement du clocher : près de Dieppe, cette église fermée en urgence par la mairie

Sylvie Macquet

4-5 minutes

L'église Saint-Sulpice a été fermée en urgence après la détection d'un risque d'effondrement du clocher. En cause : une cloche trop lourde fragilisant la structure et des fissures inquiétantes.



La période de construction de l'église reste difficile à déterminer - Photo DR



Par Sylvie Macquet

Publié: 25 Avril 2026 à 12h05 Temps de lecture: 1 min

À Varvannes, à [Val-de-Saône](#), le risque d'effondrement du clocher de l'église Saint-Sulpice a entraîné la fermeture de l'édifice au public pour une durée indéterminée. À l'origine de cette mesure, plusieurs signes inquiétants relevés par le maire, qui a pris le 16 avril dernier un arrêté de mise en péril.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

"J'ai été alerté par la position inhabituelle du coq du clocher, que j'ai aperçu légèrement désaxé, explique l'édile. J'ai alors décidé d'aller

inspecter les lieux de plus près. "En accédant au clocher, Gilles Paumier a observé que la cloche, jugée trop lourde et inadaptée, exerçait une pression importante sur la charpente en bois. Cette contrainte aurait provoqué des mouvements de la structure, contribuant à fragiliser l'ensemble de l'édifice. Des fissures ont également été relevées, laissant craindre une possible atteinte des fondations.

Une expertise attendue

Au regard de ces éléments, l'église a été déclarée en état de péril imminent et son accès est désormais strictement interdit afin de garantir la sécurité du public. *"Une expertise technique va prochainement être réalisée par une société spécialisée afin d'évaluer l'état de la structure et de déterminer les travaux nécessaires"*, indique la commune de Val-de-Saône.

Le passage de cet expert est attendu dans les prochains jours. La réouverture de l'église ne pourra intervenir qu'après la réalisation des travaux nécessaires, la validation de la mise en sécurité par un bureau de contrôle et la prise d'un nouvel arrêté municipal. La municipalité précise qu'elle tiendra les habitants informés de l'évolution de la situation.

Lire aussi



[Près de Dieppe, Bosmelet fête ses 10 ans : un voyage entre patrimoine, musique et mémoire au château](#)



La Ville de Cléon présentera un budget « prudent » et appliquera « un contrôle strict de sa gestion »

Frédérique THULLIER

5-6 minutes

Une enveloppe de fonctionnement en baisse et des investissements, hors renouvellement urbain, mesurés marqueront le budget présenté au conseil municipal le mardi 28 avril 2026.



La majeure partie des investissements, hors NPNRU, sera dédiée au parc des sports et des loisirs Micheline-Ostermeyer. - Paris Normandie



Par [Frédérique THULLIER](#)

Publié: 26 Avril 2026 à 08h00 Temps de lecture: 1 min

Les élus de la Ville de Cléon, réunis en conseil municipal le mardi 28 avril 2026, se pencheront sur le budget. Un exercice qui s'inscrit dans un contexte particulièrement contraint entre les dépenses induites par les investissements liés au renouvellement urbain et la crainte de voir, une fois de plus, les prix de l'énergie s'envoler.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

« Ce budget a été construit avant les élections municipales et le début de la guerre au Moyen-Orient, pose Mélanie Delacour, ancienne adjointe aux Finances élue maire en mars dernier. *Donc, la prudence sera de mise toute l'année dans la crainte de voir l'inflation et les augmentations des coûts se reproduire comme en 2022.* »

Vidéoprotection

La retenue s'imposera d'autant plus que [la Ville devra faire face aux factures du renouvellement urbain](#) avant de voir arriver les subventions : celles du Pôle d'équipements qui devrait être terminé en fin d'année, des fouilles archéologiques qui commenceront au deuxième semestre, du centre de loisirs « *dont les travaux avancent bien* » et qui devrait être livré fin 2026, et de la construction du centre commercial des Feugrais qui commencera au dernier trimestre.

« Nous avons réduit l'intégralité des coûts de fonctionnement de 10 %. »

Mélanie Delacour, Maire de Cléon



Mélanie Delacour, maire de Cléon. - Paris Normandie

Ces grands travaux conduisent la Ville à modérer les autres investissements auxquels elle consacrera néanmoins près de 250 000 €. « Notre centre de supervision urbain est obsolète et nous devons y remédier pour être ensuite raccordés à celui de Rouen, détaille Mélanie Delacour. Nous remplacerons aussi quelques caméras et en installerons au parc des sports et des loisirs Ostermeyer pour 86 000 €. » Au parc également, deux cuves à eau seront installées (54 000 €) « pour l'arrosage et la balayeuse, très consommatrice en eau », précise l'élue. Enfin, 90 000 € seront consacrés à la rénovation énergétique de la maison des sports et de la culture [implantée en mars dernier dans l'ancienne maison du gardien du parc.](#)

Impôts locaux

« Nous n'augmenterons pas les taux communaux d'imposition », enchaîne Mélanie Delacour. Quant aux tarifs des services tels que la restauration scolaire « les plus bas de l'agglomération d'Elbeuf et inchangés depuis dix ans », ils sont à l'étude. Les subventions allouées aux associations accusent un léger fléchissement « dû à la baisse d'activité de certaines » pour un montant global de 849 215 € contre 867 915 € l'an dernier.

« Nous avons réduit l'intégralité des coûts de fonctionnement de 10 %, termine la maire, pour un budget total de 11,2 M€. Et nous appliquerons un contrôle de la gestion des dépenses strict. »

Conseil municipal, mardi 28 avril à 18 h 30, salle des actes à l'hôtel de ville.

Lire aussi



[À Elbeuf, le magasin de modélisme en activité depuis plus de quarante ans va tirer le rideau](#)



L'employé de l'armurerie d'Eslettes jugé pour son tir sur un des braqueurs

Sylvain Auffret

6-7 minutes

Le 9 janvier 2024 l'armurerie zone 10 à Eslettes était la cible d'un braquage. Un employé avait ouvert le feu, tuant un des braqueurs, puis en blessant un autre à l'extérieur. Si la légitime défense a été retenue pour le premier, il est jugé ce 28 avril 2026 à Rouen pour le second.



Par [Sylvain Auffret](#)

Publié: 24 Avril 2026 à 18h45 Temps de lecture: 3 min

Le 9 janvier 2024 vers 11h20, trois hommes cagoulés pénétraient dans Zone 10, une discrète armurerie pour tireurs sportifs située dans la zone artisanale d'Eslettes. L'un d'eux mettait en joue, avec un fusil de chasse vide de munitions, le patron et son employé. Ce dernier, un ancien du groupe de sécurité et d'intervention de la gendarmerie royale marocaine (une unité d'intervention de type GIGN), dégainait son arme et tirait à deux reprises, tuant l'assaillant, âgé de 18 ans, d'une balle dans la tête.

Ses deux complices prenaient la fuite, leur voiture stationnée devant le magasin repartait. L'employé, âgé alors de 29 ans, sortait sur le perron et, voyant la voiture au ralenti, tirait à cinq reprises dans sa direction. Un des fuyards, qui s'apprêtait à monter dans la voiture, était touché au mollet. [Le blessé](#), un jeune de 19 ans originaire de banlieue parisienne, était interpellé peu après par les gendarmes. Une information judiciaire était ouverte et au final [treize personnes mises en examen](#) pour ce braquage. Elle est toujours en cours.

La légitime défense retenue pour le tir mortel

Parallèlement, une autre information judiciaire était ouverte concernant les tirs de l'employé. À l'issue fin décembre 2025, le juge d'instruction a estimé que les tirs ayant touché le premier braqueur, lequel en mettant en joue avait constitué un péril présent et immédiat, avaient été effectués par

réflexe de manière quasi-simultanée et constituaient une riposte nécessaire, concomitante et proportionnée. Le magistrat a donc estimé, comme le parquet, que ces éléments étaient suffisants pour retenir la légitime défense et a prononcé un non-lieu partiel. Dont personne n'a fait appel.

Débat autour du tir dans le mollet

Concernant le tir qui a blessé un deuxième braqueur en revanche, si le parquet a là aussi estimé que les conditions pour retenir la légitime défense étaient réunies, le juge d'instruction a lui estimé qu'il existait des charges suffisantes et que compte tenu du débat juridique persistant, le renvoi pour qu'il soit tranché par le tribunal correctionnel s'imposait.

Au moment où l'employé a fait feu à cinq reprises sur la voiture, celle-ci se trouvait à une distance entre 70 et 100 mètres.

Pendant l'instruction, l'employé a indiqué, voyant la voiture rouler au ralenti, craindre que les braqueurs ne reviennent. Son but, selon lui, était de tirer dans le bas de caisse de la voiture pour leur faire peur et les inciter à partir pour ne pas revenir. Ce qu'il ignorait c'est que [la voiture](#) avait en fait ralenti pour permettre au futur blessé, qui avait initialement fui l'armurerie à pied après les tirs mortels, de monter à bord.

Au moment où l'employé a fait feu à cinq reprises sur la voiture, celle-ci se trouvait à une distance entre 70 et 100 mètres. Il dit avoir arrêté de tirer après avoir constaté la présence du fuyard qu'il avait touché. Au pied pensait-il comme il le dira à son patron sorti lui aussi sur le perron du magasin et qui lui a dit d'arrêter de tirer. Ce sera désormais au tribunal, lors de l'audience du 28 avril, de juger si la légitime défense s'impose et si l'employé doit être relaxé ou non des faits de violence avec usage ou menace d'une arme suivie d'incapacité supérieure à 8 jours. Contactés les avocats des deux parties n'ont pas donné suite.

Lire aussi



[Louer des objets entre particuliers : c'est possible avec cette start-up de](#)

Série. Qui a les meilleurs salaires entre Rouen et Le Havre ? Ce que disent les chiffres

Adrien Filoche

5-6 minutes

En se basant sur plusieurs thématiques, la rédaction de 76actu propose de comparer deux villes rivales : Rouen et Le Havre. On poursuit le deuxième épisode avec les salaires.

Sur le même thème

[Pouvoir d'achat](#)

[Salaires](#)

Article réservé aux abonnés



Qui a un meilleur salaire ? Le Rouennais ou le Havrais ? On a comparé.
(©Montage 76actu)

Par [Adrien Filoche](#) Publié le 27 avr. 2026 à 7h14

À 76actu, nous avons deux rédactions : une à [Rouen](#) et une au [Havre](#). Et il n'est pas rare entre journalistes d'user (voire d'abuser) de superlatifs pour savoir laquelle de ces deux villes normandes est la meilleure. Et ce, sur tous les fronts : la plus ensoleillée, la plus polluée, la plus agréable à vivre, là où sont les meilleurs restaurants, etc...

Étant donné que l'on n'arrive jamais à se mettre d'accord, on a voulu comparer nos avis aux faits. Comment ? En vous proposant une série d'articles – ou devrions-nous dire de « battles » – sur différentes

thématiques.

Pour le premier épisode, on a parlé de [pollution](#). Aujourd'hui, on a voulu savoir laquelle des deux villes avait les meilleurs salaires. Rouen ! dit le Rouennais. Évidemment que c'est le Havre ! dit la Havraise.

Mais les faits parlent d'eux-mêmes.

Les salaires moyens plus hauts au Havre, mais...

Selon les chiffres de 2021 de la Dreets (Directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités), Le Havre se positionne très légèrement devant Rouen lorsque l'on compare le **salaire net horaire moyen** (15,66 contre 15,51 euros).

Toutefois, le niveau de vie* (qui correspond au **revenu annuel disponible** – revenu à disposition pour consommer et épargner – par personne au sein de son ménage) est cette fois-ci supérieur du côté de Rouen si l'on regarde les **deux médianes** (22 610 à Rouen contre 22 350 euros au Havre).

Autre comparateur avec les chiffres 2023 de l'Insee sur le **salaire net mensuel moyen dans le privé**. À Rouen, on grimpe à **2564 euros** en EQTP (équivalent temps plein) contre **2595 euros au Havre**. À noter par ailleurs que les deux villes se trouvent sous la moyenne nationale (2 735 euros).

Si l'on regarde dans le détail certaines catégories socioprofessionnelles, (et c'est plutôt logique), les écarts vont en faveur de la cité Océane. Ainsi, **les cadres sont en moyenne mieux payés au Havre** (4413 euros) que Rouen (3956 euros). Les **ouvriers gagnent également davantage au Havre** (2299 euros en moyenne par rapport à 2052 euros à Rouen). Même constat chez **les professions intermédiaires**, avec un salaire mensuel net moyen de 2673 euros au Havre contre 2598 euros à Rouen et chez les employés (1973 euros au Havre et 1944 euros à Rouen).

Une population plus aisée à Rouen

Pour aller un peu plus loin que les salaires, on a également cherché du côté des impôts. Selon les données communales 2023 de la DGFIP (direction générale des Finances publiques), on compte au Havre **244 foyers redevables de l'IFI** (impôt sur la fortune immobilière), contre **633 à Rouen** qui compte pourtant moins d'habitants.

En effet, on dénombre quelque **71 900 foyers fiscaux à Rouen** (avec un revenu moyen mensuel déclaré par foyer fiscal de 2726 euros) et environ **105 000 foyers fiscaux** au Havre (avec un revenu moyen mensuel déclaré de 2420 euros).

De plus, si l'on regarde du côté des revenus fiscaux sur l'année 2024, 2,54 % des foyers à Rouen se trouvent dans la tranche supérieure à 100 000 euros, contre seulement 1,58 % au Havre. Enfin, il existe une grande différence lorsque l'on regarde l'impôt sur le revenu. En 2024, l'impôt sur

le revenu net moyen par foyer imposé est de 4260 euros à Rouen contre 2981 euros au Havre.

Au regard de l'ensemble de nos recherches, le panorama général montre que **les salaires sont légèrement plus élevés au Havre** par rapport à Rouen. Par ailleurs, les dernières données montrent que Rouen dispose d'une population.

Malgré tout, le point est attribué au Havre pour cette manche.

Suivez l'actualité de Rouen sur [notre chaîne WhatsApp](#) et sur [notre compte TikTok](#)

Suivez l'actualité du Havre sur [notre chaîne WhatsApp](#) et sur [notre compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Dieppe : un scanner à 838 000 € équipé d'IA pour moderniser le diagnostic médical

J.M

4-5 minutes

En bref

Le centre hospitalier de Dieppe a investi 838 000 euros dans un scanner de nouvelle génération intégrant de l'intelligence artificielle, destiné à améliorer la précision des diagnostics et à réduire l'exposition aux radiations.



Le centre hospitalier de Dieppe investit 838 000 euros dans un scanner intégrant l'intelligence artificielle pour améliorer les diagnostics et limiter l'exposition aux radiations © Erwan Lesné - service Communication de la Ville de Dieppe.

Publié le 27 avril 2026 - Mis à jour le 27 avril 2026

Le centre hospitalier de Dieppe a mis en service un second scanner de dernière génération depuis le 23 mars, intégré au pôle d'imagerie médicale. L'équipement, d'origine japonaise, repose sur des technologies d'intelligence artificielle permettant une analyse plus fine des examens et une adaptation automatique des doses de radiation selon les patients et les types d'actes réalisés.

L'investissement, évalué à 838 000 euros, s'inscrit dans une logique de renouvellement des équipements hospitaliers et de montée en gamme des infrastructures d'imagerie, un segment stratégique du système de

santé français où les délais de diagnostic et la précision des résultats constituent des variables centrales.

l'IA dans l'imagerie médicale entre performance des soins et contraintes budgétaires

L'introduction de l'intelligence artificielle dans les équipements d'imagerie médicale répond à des enjeux conjoints de performance hospitalière et d'optimisation des ressources publiques, dans un contexte de tension sur les capacités de prise en charge et de nécessité de fluidifier les parcours de soins. La réduction des doses de radiation, l'amélioration de la précision diagnostique et l'accélération des analyses participent à une meilleure organisation de l'activité médicale, tout en s'inscrivant dans des arbitrages budgétaires de plus en plus contraints pour les établissements publics de santé, qui doivent concilier modernisation des plateaux techniques et maîtrise des coûts d'exploitation. Ces évolutions ont également des effets sur l'organisation territoriale des soins, en influençant les délais de prise en charge, la structuration des parcours patients et l'attractivité des établissements hospitaliers dans un contexte marqué par des tensions sur le recrutement médical et paramédical, notamment dans les territoires intermédiaires entre centres hospitaliers de proximité et structures universitaires.

La diffusion des technologies médicales comme enjeu de soutenabilité des finances publiques de santé

Au niveau national, la généralisation de ces équipements s'inscrit dans une dynamique de transformation des dépenses de santé, où les investissements technologiques deviennent un poste structurant des budgets publics. Cette évolution traduit une recomposition des arbitrages financiers entre coût des équipements, allocation des ressources publiques et recherche d'efficience globale du système de soins. Elle intervient dans un contexte de contrainte durable sur les finances sociales, où la montée en puissance des technologies médicales impose une adaptation progressive des modèles de financement et de pilotage des dépenses hospitalières à l'échelle nationale.

Rouen. "J'ai vu la différence sur ma patientèle" : en ville, les pôles de santé ont du succès

Justine Carrère

5-6 minutes

Les pôles de santé séduisent de plus en plus de professionnels. Certains recherchent des collègues, d'autres, un lieu pour commencer leur carrière. Depuis le 30 mars à Rouen, un nouvel établissement de ce type a ouvert au 4 rue Charlotte Perriand. Il s'agit du pôle de santé Luciline.

"On ne cherchait pas des locataires mais des collègues"

Le pôle de santé Luciline a été initié par deux kinésithérapeutes, Simon Joudou et sa compagne Mylène Lametrie, déjà installés dans le quartier depuis 2018. *"On travaillait dans un local qui était petit donc on a cherché d'autres locaux"*, indique Simon Joudou. En tombant sur une annonce de bureaux à louer, l'idée du pôle de santé est née. *"On ne cherchait pas des locataires mais des collègues"*, assure-t-il.



Simon Joudou, kinésithérapeute, et Marie Oisel, psychologue clinicienne, travaillent au sein du pôle de santé Luciline à Rouen.

Grâce au bouche-à-oreille, ils sont aujourd'hui 20 à travailler en un seul lieu : pédiatres, médecins généralistes, une sage-femme, une orthophoniste, un ophtalmologue, etc. Yvann Tinot, diététicien depuis peu, a intégré cet espace sur les conseils d'Aurore Liogier, psychiatre avec qui il a commencé à travailler. *"Ce n'est pas évident de se lancer à*

son compte à 23 ans et cela évite de commencer seul et permet d'être entouré d'autres professionnels expérimentés", raconte-t-il. Depuis son arrivée, "j'ai vu une différence sur ma patientèle" qui est en augmentation. Et il n'est pas le seul à être très sollicité. Marie Oisel, psychologue clinicienne, a rejoint l'aventure le 8 avril. Elle qui a déjà une patientèle bien établie reçoit aussi beaucoup de demandes, alors elle doit parfois orienter les patients vers des confrères. "Je travaille au CHU de Rouen à 40% en ORL et chirurgie maxillo-faciale et le reste du temps, je travaille en libéral au pôle de santé", livre-t-elle. Elle exerçait déjà en libéral à la clinique Mathilde à Rouen et louait un bureau. "Ça me tenait à cœur de trouver un lieu où mes patients se sentent bien." Elle apprécie de pouvoir travailler avec d'autres professionnels. Cela "permet d'avoir différents regards sur la situation". Et elle ne regrette pas : "C'est très confortable."

Au Carré Saint-Gervais, les patients au rendez-vous

Ouvert en 2024, le pôle de santé du [Carré Saint-Gervais](#) situé au 4 rue des Forgettes à Rouen, compte aujourd'hui cinq professionnels paramédicaux : une psychologue, un masseur-kinésithérapeute, deux orthophonistes et un podologue. Il a été pensé par Kevin Richard, podologue du sport, et sa femme Adeline Richard, psychologue. Deux ans après la création de ce lieu, le bilan est positif. *"On a eu une augmentation de la patientèle. Depuis l'ouverture, deux orthophonistes sont arrivés et ils ont eu beaucoup de demandes", assure Kevin Richard. Après avoir travaillé 10 ans tout seul, il a aussi constaté un changement : "C'est sécurisant d'être à plusieurs et on peut discuter pendant les pauses." Son épouse Adeline Richard, psychologue, peut également avoir des patients en commun avec les deux orthophonistes. "Il y a une vraie complémentarité et nos patients apprécient également avoir plusieurs professionnels sur place", complète Kevin Richard.*



Simon Joudou, kinésithérapeute, est à l'initiative du pôle de santé Luciline à Rouen.

Aujourd'hui, les pôles de santé Luciline et celui du Carré Saint-Gervais accueillent encore de nouveaux patients mais les délais d'attente peuvent être longs selon les praticiens. Il faut prendre rendez-vous sur Doctolib ou

Perfactive ou les contacter par téléphone. D'autres pôles de santé sont ouverts au public à Rouen comme le [pôle Beauvoisine](#) et le pôle [Santé sport médecins et paramédical de l'Ile Lacroix](#).

A Rouen, le nouveau pôle de santé Luciline a ouvert fin mars. Ils se multiplient et pourtant ils diffèrent des Maisons de santé. Marianne Lainé, vice-présidente du Conseil départemental de l'Ordre des médecins à Rouen, explique leurs différences et similitudes.

A Rouen, même si les pôles de santé se multiplient, il ne faut pas les confondre avec les Maisons de santé qui n'ont pas le même fonctionnement. Au sein des pôles de santé, *"ce sont des confrères qui vont trouver des locaux communs ou qui vont harmoniser leur pratique avec d'autres praticiens"*, indique Marianne Lainé, médecin généraliste et vice-présidente du Conseil départemental de l'Ordre des médecins à Rouen. Les établissements officiellement labellisés "Maison de santé" ont, au préalable, signé une [convention](#) entre l'Agence régionale de santé (ARS) et la Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM). Selon l'Assurance maladie, *"l'adhésion à l'accord conventionnel interprofessionnel relatif aux structures de santé pluriprofessionnelles permet de bénéficier d'une rémunération forfaitaire"*. Grâce à ça, des projets de travail d'équipe autour de la prévention par exemple peuvent être envisagés. Et pour qu'un établissement soit défini comme "Maison de santé", il faut qu'il accueille au moins *"une infirmière ou des médecins généralistes"*, poursuit Marianne Lainé. Les pôles de santé eux, n'ont pas cette même obligation.

"Je n'y vais plus" : quand des patients font face à la pénurie de dermatologues en Seine-Maritime et dans l'Eure

Bradley de Souza

4-5 minutes

Il faut en moyenne entre quatre et six mois pour avoir un rendez-vous chez un dermatologue en Normandie (photo d'illustration). © Maxppp - Vanessa Meyer Wirckel



Bradley de Souza

Diffusé le lundi 27 avril 2026 à 7:31

Publié le lundi 27 avril 2026 à 7:31

Le nombre de dermatologues en Seine-Maritime a baissé de 9.8% entre 2015 et 2026 pour atteindre 4,6 praticiens pour 100.000 habitants. Dans l'Eure, leur nombre a été divisé par quatre. Il y en a 0,7 pour 100.000 habitants.

C'est mission quasi impossible pour de nombreux patients en Seine-Maritime et dans l'Eure. Trouver un rendez-vous chez un dermatologue. *"Mon mari qui a une croissance de chair a mis un an avant de trouver quelqu'un qui puisse le prendre en charge"*, témoigne Joëlle qui habite à Saint-Pierre-lès-Elbeuf. *"C'était pareil pour mon beau-frère également"*, ajoute-t-elle. De leur côté, Corinne et Daniel, qui habitent à Darnétal près de Rouen ont toutes les peines du monde à trouver un rendez-vous. *"Je n'y vais plus depuis plusieurs années"*, explique de son côté Daniel.

Il faut en moyenne quatre mois et deux semaines pour avoir un rendez-vous chez un dermatologue en Normandie, d'après un rapport de la fédération hospitalière de France sorti en mars 2026. *"Entre quatre et six mois au CHU"*, explique le Pr. Pascal Joly, chef du service dermatologie au CHU de Rouen, *"ce qui n'est pas satisfaisant"*.

- [Rouen](#)
- [ICI Normandie \(Seine-Maritime - Eure\)](#)

Tous les vendredis, recevez le meilleur de la semaine d'ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure) : certifié 100% local !

Adresse e-mail (obligatoire)

« On peut être fiers d'être attractifs » : quelles nouveautés à l'hôpital psychiatrique Janet du Havre ?

Louise Boutard

8-10 minutes

Rénovations, spécialités, compétences... L'hôpital psychiatrique Janet du Havre veut s'ouvrir sur l'extérieur et développer la qualité de son accueil et donc son attractivité.

Sur le même thème

[GHH \(Le Havre\)](#)

[Psycho](#)

[Santé](#)

Article réservé aux abonnés



Dr Marie Bur, cheffe de pôle et Frantz Sabine, directeur de la filière psychiatrie et santé mentale au Havre, font le point sur les nouveautés à l'hôpital psychiatrique Janet. (©LB/76actu)

Par [Louise Boutard](#) Publié le 27 avr. 2026 à 7h54

[Au Havre](#), une nouvelle dynamique a été lancée depuis quelques années autour de l'**hôpital psychiatrique Pierre-Janet**, mais elle semble plus visible depuis quelques mois. Rénovations, matériels innovants, spécialités, formations... L'hôpital trouve un **nouvel élan**, accentué par l'arrivée récente du Dr Bur à la tête du pôle psychiatrie (en mai 2025), de Frantz Sabine à la direction, ou encore de [Thierry Biaï à la direction du GHH \(avril 2025\)](#).

Des pavillons refaits à neuf

La partie la plus visible des **nouveautés du site Janet** c'est sans aucun doute [le pavillon boréale](#) qui achève sa transformation. Tout neuf, il devrait être **inauguré au mois de mai 2026**. Les nouveaux locaux seront plus adaptés aux besoins actuels, plus agréables et plus qualitatifs pour les patients et les professionnels de santé qui y travaillent.

Les **trois autres pavillons** suivront ensuite le même chemin, un à un. Chaque fois, il faut compter environ trois ans de travaux. Dans ce délai, les chambres sont rénovées dans les bâtiments existants. La cadence a d'ailleurs été accélérée récemment avec l'objectif de **25 chambres rénovées tous les ans**. « En psychiatrie, on a d'autant plus besoin de cette vigilance », note Le Dr Marie Bur, cheffe de pôle psychiatrique et santé mentale.

Un soutien financier a également permis d'obtenir de nouveaux mobiliers, canapés et tables.



Le self de l'hôpital est ouvert à certains patients, afin qu'ils retrouvent un cadre et une sociabilité (©LB/76actu)

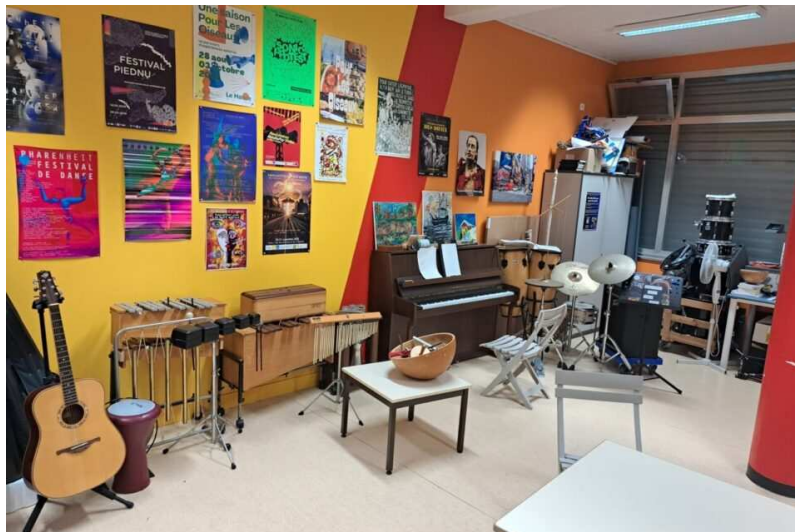
Plus globalement, l'hôpital Janet travaille pour **accentuer la qualité de son accueil** à travers plusieurs axes. Tout d'abord l'ouverture vers l'extérieur du site, à travers les partenariats, les sorties des patients. Le travail conjoint avec les collègues installés dans l'hôpital Monod, mais aussi avec les hôpitaux de **Lillebonne et Fécamp** ou le centre **hospitalier psychiatrique du Rouvray**, près de Rouen, se développent.

Les pôles et spécialités innovants accentuent l'attractivité du site. De nouveaux matériels font ainsi leur entrée, par exemple au centre du service rTMS, la **Stimulation Magnétique Transcrânienne répétitive**. « C'est une fierté de proposer cela au Havre, en lien avec le travail périphérique », souligne Frantz Sabine, directeur du service psychiatrique et santé mentale.

Autres nouveautés, le développement de l'unité « Panda », dans les locaux de Montivilliers, pour travailler **autour du lien mère-bébé**, y

compris après l'accouchement. Ce service passe de 2 à 6 lits, car cette spécialisation se développe en Normandie.

Un agent de sécurité est arrivé sur le site depuis le 1er février 2026. Il effectue des rondes et son rôle est avant tout de rassurer patients et soignants. Il peut intervenir en cas **d'incivilités**, ou appeler les forces de l'ordre [pour des situations plus graves](#).



La musicologie est l'un des ateliers ouverts aux patients pour leur permettre de développer différentes compétences (©LB/76actu)

L'hôpital Janet a l'avantage d'être **proche du centre-ville** du Havre. Cet emplacement facilite les consultations en hôpital de jour ainsi que les dialogues avec la ville. Certains patients ont par exemple la **possibilité de venir au self du site** pour les repas, afin de participer à leur sociabilisation avec des rituels réguliers, et une vie en communauté.

Des cours de **musicologie, de peinture, de couture**, etc. sont prescrits pour multiplier les apprentissages. « Alors que ce n'est plus la tendance actuelle, nous pensons au contraire que cela participe de la thérapie », déclare Frantz Sabine. Des **activités sportives** sont également proposées : gym en extérieur ou foot. « Et il n'est pas rare d'y voir des soignants en fin de journée », ajoute Dr Bur avec le sourire.

De meilleures conditions de travail à venir

Et qu'en est-il justement des **personnes qui travaillent** sur le site Janet ? Depuis plusieurs années, certains d'entre eux avaient fait savoir [leurs craintes et leur détresse](#), notamment [dans la presse](#). Là aussi, [malgré quelques problématiques](#) sur les parkings [par exemple](#), la situation semble en bien meilleure voie.

« **On a de plus en plus d'internes en stage au Havre**, et ceux qui viennent restent. On a une stabilité », affirme le Dr Marie Bur. « **On peut être fiers d'être attractifs** désormais, dans un contexte national complexe. On n'a jamais été aussi nombreux. »

Plusieurs infirmiers de Janet sont en cours de formation pour devenir IPA (infirmier en pratiques avancées), avec l'objectif de **10 IPA en 2030** et

d'autres **infirmiers de coordination**. « C'est l'avenir du soin d'aller dans cette dynamique », affirme encore la cheffe de pôle. « Sur la dernière période, l'effectif est croissant », ajoute Frantz Sabine.

C'est un cercle vertueux car ce qui est favorable aux soignants est favorable aux patients et inversement. On est dans un écosystème de fleurissement

Les représentants syndicaux semblent moins convaincus, même s'ils **ne nient pas une amélioration** et une volonté de mieux faire.

« Les IPA, c'est une compétence qui supplée les médecins, alors que la profession d'infirmier est en plein changement, on ne sait pas exactement ce que vont devenir les IPA. **Nous, ce qu'on veut ce sont des médecins** », affirme Jennifer Dumont-Bouder, co-secrétaire CGT du syndicat MICT. « Si des internes et stagiaires sont intéressés par Le Havre, c'est très bien car historiquement ce n'était pas vraiment le cas. **Je crois qu'il y a du meilleur à venir** », raconte celle qui était parmi [les Perchés*](#), en 2018, pour dénoncer [des conditions de travail dégradées](#).



Le pavillon Boréale sera achevé en mai 2026. (©LB/76actu)

« Oui, les infirmiers c'est compliqué, déclare également Yann Adreit, représentant du syndicat Sud. Nous avons beaucoup de collègues à 80 %, et désormais on a fait » du toilettage « pour compléter ce temps mis bout à bout avec de nouveaux postes. C'est bien car ce n'était pas fait auparavant. Et il y a toujours des **quarts qui ne sont pas suffisamment couverts**. Quand il n'y a pas assez d'infirmiers sur le marché, on recrute des aides-soignants, mais on ne fait pas les mêmes tâches », note Yann Adreit, lui-même aide-soignant à Janet et représentant du syndicat Sud.

Néanmoins, le syndicaliste constate une volonté **d'amélioration notable**.

Il y a une tendance à l'amélioration, à regarder de près, à chercher des solutions, à faire des efforts. Mais ce n'est pas encore optimal. On attend que ça se concrétise.

Il note notamment un effort pour recruter des **médecins prêts à rester**

au Havre et à travailler pour la qualité de l'accueil des patients. « Le chemin va encore être long mais tant mieux s'il y a des gens prêts à s'y atteler. »

**Le 8 mai au cinéma Le Studio, à 20 h, est annoncée une projection du documentaire « Une Histoire des perchés » justement pour raconter le combat de ces soignants, sur le toit de l'hôpital Janet, en juin 2018.*

Suivez l'actualité du Havre sur [notre chaîne WhatsApp](#) et sur [notre compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Seine-Maritime. Stages de troisième et de seconde : sont-ils utiles ou dangereux ?

Ghislain Annetta

5-6 minutes

Vendredi dernier, un lycéen de 15 ans, en stage dans une entreprise, a été mortellement percuté par un chariot élévateur. Le drame s'est déroulé à Bagnols-sur-Cèze, dans le Gard. Il a réveillé la colère du Normand Arnaud Darthenay. Le 17 juin 2025, en effet, son fils, élève de seconde au lycée Curie-Corot de Saint-Lô, est décédé à la suite d'un accident survenu sur son lieu de stage, dans un magasin Gifi. *"Il s'appelait Axel. Il avait 16 ans"*, [rappellent nos confrères de La Manche Libre dans leur édition saint-loise du 25 avril](#).

"Il faut stopper les stages de seconde générale en place depuis trois ans maintenant"

Ils expliquent également que le père *"a adressé une lettre aux députés"*, destinée en particulier aux parlementaires de la commission des Affaires culturelles et de l'Education. Arnaud Darthenay remarque dans cette missive : *"En premier lieu, en urgence, il faut stopper les stages de seconde générale en place depuis trois ans maintenant ! Ce n'est qu'un décret"*, déclare-t-il. *"Les enfants ne sont pas préparés à aller en entreprise et les entreprises ne sont pas toutes capables d'encadrer ces jeunes."*

Le ministre évoque des aménagements

Le gouvernement semble avoir entendu le message. Il envisage de remanier les stages en entreprise des élèves de troisième et de seconde. D'après *FranceInfo*, mercredi 22 avril, Sabrina Agresti-Roubache, ministre de l'Enseignement et de la Formation professionnels et de l'Apprentissage, a indiqué : *"Je souhaite que ces stages, obligatoires, puissent être aménagés, avec une alternative proposée aux élèves."*

Pour rappel, depuis 2005, les élèves de troisième ont l'obligation d'effectuer cinq jours de stage en entreprise. Pour les lycéens de seconde, le stage est obligatoire depuis 2024, pendant deux semaines.

Le ministre de l'Education nationale Edouard Geffray a apporté quelques précisions jeudi 23 avril au micro d'*ici Gironde* : *"Plutôt que de le faire 15*

jours en seconde dans la même entreprise, il pourra s'agir d'un format où les élèves découvriraient deux ou trois entreprises." Il a souligné : "On ne remet pas en cause le principe même des stages, parce que c'est aujourd'hui un élément déterminant d'égalité des chances pour faire découvrir des métiers à des jeunes."

"La place des collégiens et des lycéens est dans les établissements"

Christophe Larré-Larrouy, professeur dans un établissement cauchois, est aussi représentant du syndicat SNES-FSU en Seine-Maritime. *"Notre organisation demande depuis plusieurs années la suppression de ces séquences d'observation à caractère obligatoire." Il estime que ces stages en entreprise "sont peu utiles sauf pour quelques élèves qui se dirigeront à la fin de la troisième vers les filières d'apprentissage. Sinon, ces périodes n'ont pas d'intérêt". Il insiste : "La place des collégiens et des lycéens est dans les établissements." Il se souvient qu'il y a une dizaine d'années, il existait une option "découverte des métiers". "Là au moins c'était préparé."*

A l'inverse, le professeur fustige le caractère *"politique"* des stages, notamment en seconde. *"Le seul but est d'occuper les élèves au mois de juin. Il n'y a aucun projet pédagogique. On met les lycéens sous pression. Alors qu'ils ne jouent pas leur avenir sur deux semaines." L'enseignant syndicaliste confirme que pour ses collègues et lui, occupés au mois de juin par le passage des épreuves écrites et orales du bac et du DNB (Diplôme national du brevet), "il est impossible de se rendre sur les lieux de stage pour constater si tout se passe bien".*

"Ils sont lâchés dans la nature"

Egalement enseignante en pays de Caux, Marie Poulet, cosecrétaire départementale du syndicat CGT éducation, est sur la même longueur d'onde que son collègue. *"L'entreprise ne peut pas être un lieu de formation", assène-t-elle. Elle remarque : "L'accident du Gard nous ramène à celui que nous avons connu en juin dernier dans l'académie, à Saint-Lô. Même avant ces deux drames, notre organisation réclamait la suppression de ces stages. Nous ne sommes pas persuadés de leur bien-fondé. Il est déjà compliqué d'en trouver si on ne bénéficie pas d'un réseau familial ou amical. Les tuteurs en entreprise sont pleins de bonne volonté mais ce ne sont pas des formateurs. Il y a d'autres façons de faire découvrir l'entreprise aux jeunes, en restant à l'intérieur des établissements, en faisant venir des intervenants. Cela se fait déjà." Son syndicat espère obtenir audience auprès du ministre. Ou au mois être écouté et entendu : "Le terme d'aménagement, cela veut tout et rien dire. Trouver plusieurs lieux de stage sera encore plus compliqué que d'en dénicher un. Et l'Etat ne nous donne pas les moyens de suivre les adolescents. Ils sont lâchés dans la nature."*

Évaluation des collèges 2025 : dans la métropole de Rouen, les mieux notés ne sont pas en centre-ville

Cécile Frangne

5-7 minutes

L'Éducation nationale a publié début avril 2026 ses indicateurs de valeur ajoutée des collèges (IVAC) pour l'année 2025. Quels établissements tirent leur épingle du jeu dans l'agglo de Rouen ?



Cette année, ce n'est pas un collège du centre-ville de Rouen qui sort du lot. - Archives Remi Wafflard



Par [Cécile Frangne](#)

Publié: 24 Avril 2026 à 21h00 Temps de lecture: 1 min

C'est un rituel annuel, la fin de l'année scolaire approchant : l'Éducation nationale a publié début avril 2026 ses indicateurs de valeur ajoutée des [collèges](#) (IVAC) et des [lycées](#) (IVAL) pour l'année 2025. Parmi les critères retenus pour évaluer les collèges, on retrouve le taux d'accès de la 6e à la 3e - la probabilité, pour un élève de 6e, d'accéder en classe de 3e en restant dans le collège, quel que soit le nombre d'années nécessaire –, la part d'élèves de 3e s'étant présentés aux épreuves écrites du brevet ainsi que la note moyenne aux épreuves de français, de mathématiques, de sciences et d'histoire-géographie.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Si l'Éducation nationale se refuse à établir un quelconque classement des établissements à partir de ces données, plusieurs médias dont [le Figaro](#) se sont prêtés à l'exercice en pondérant ces différents indicateurs. Résultat : pour ce qui est de la métropole rouennaise, – contrairement à ce que l'on pourrait penser –, ce ne sont pas les collèges du centre-ville qui obtiennent les meilleures notes.

Bonsecours brille

À ce jeu-là, c'est le **collège Émile Verhaeren de Bonsecours** qui se classe en tête des établissements publics de l'agglomération rouennaise selon le classement établi par *le Figaro*. Avec un taux de réussite au brevet s'élevant à 92 % – pour une note moyenne de 12,2, supérieure de 0,7 point par rapport à la moyenne attendue – et un taux d'accès de la sixième à la troisième de 97 %, il se place en 271^e position sur les 5164 collèges publics français évalués.

Possédant des statistiques quasiment similaires, le **collège Lucie Aubrac à Isneauville** arrive en deuxième position des établissements de l'agglomération. Il est suivi à la troisième place par le **collège André Marie de Barentin**, qui brille par un taux de réussite au brevet s'élevant à 96 % de ses effectifs – 5 points au-dessus de la moyenne escomptée –, ainsi qu'une note moyenne obtenue aux épreuves de 11,9, là aussi 0,9 point au-dessus de la note moyenne attendue.

Et les mauvais élèves ?

À l'extrémité inverse du classement, se trouve le **collège Camille Claudel à Rouen**. L'établissement, situé dans le quartier Saint-Sever, se classe 5008^e sur 5164, plombé par un taux de réussite au brevet s'élevant à 77 %, une note moyenne aux épreuves constatées à 8,6, et un taux d'accès de la sixième à la troisième aux alentours de 78 %. Dans cette liste des mauvais élèves, se trouvent également le **collège Jacques Brel de Cléon** ainsi que le **collège Jules Verne à Déville-lès-Rouen**.

À noter que ce classement différencie collèges publics et privés. S'agissant de ces derniers, c'est l'**Institut Saint-Dominique**, installé rue Verte à Rouen, qui prend la tête des établissements rouennais – classé 100^e collège privé de France sur 1445 évalués – avec une note moyenne de 14,7 obtenue aux épreuves écrites. Il est suivi par le **collège Jean-Paul II** et l'**institut Saint-Victrice** à Bihorel.

Vous pouvez également consulter les résultats de votre établissement grâce à notre [moteur de recherche en ligne](#).

Lire aussi

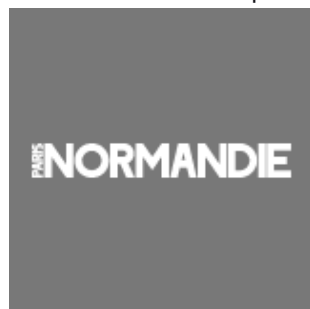


Dix ans après sa mort à Saint-Etienne-du-Rouvray, une BD retrace la vie du père Jacques Hamel

Sylvain Auffret

5-7 minutes

La vie du père Jacques Hamel, tué dans un attentat terroriste à Saint-Etienne-du-Rouvray en 2016 à l'âge de 86 ans, fait l'objet d'une bande dessinée qui paraît ce mercredi 29 avril 2026. Entretien avec son scénariste Paul de Vulpillières.



Par [Sylvain Auffret](#)

Publié: 26 Avril 2026 à 16h31 Temps de lecture: 2 min

Assassiné dans l'église de Saint-Etienne-du-Rouvray le 26 juillet 2016, le Père Jacques Hamel fait l'objet d'une bande dessinée retraçant sa vie, à paraître ce mercredi 29 avril 2026, dix ans après sa mort. Entretien avec son scénariste, Paul de Vulpillières.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Comment vous êtes-vous retrouvé à écrire le scénario d'une BD sur Jacques Hamel ?

P.d.V. : C'est la deuxième BD sur une figure religieuse que j'écris. La première c'était en 2023, sur Carlo Acutis, un jeune italien mort en 2006 et béatifié, qui est sortie en 2025. Je suis chrétien, engagé dans ma vie de foi et dans ma paroisse. En 2016 lors de l'attentat, j'ai été saisi comme français et comme chrétien. c'était l'histoire de France et l'histoire de l'église qui se rejoignaient, ça m'a rappelé l'histoire de l'assassinat des moines de Tibhirine en Algérie et du film qui m'avait beaucoup touché. J'ai eu le projet de faire un film mais ça ne s'est pas fait. Après ma première BD, j'ai rencontré un deuxième éditeur qui m'a soumis trois figures religieuses dont celle de Jacques Hamel, que j'ai choisi en premier.

Une « vie simple, sans éclat »

Qu'avez-vous retenu de sa vie ?

En tant que chrétien, nous avons autour de nous beaucoup de vieux prêtres qui ont passé leur vie dans l'obéissance, à faire leur boulot, à faire la messe tous les jours à 80 ans passés. Ça a quelque chose de beau, cette vie qu'au bout. Jacques Hamel était quelqu'un d'humble, de simple, qui a fait don de lui pour l'église, qui n'a pas fait carrière ou pensé qu'à sa petite personne. Il a vécu dans cinq paroisses dans un rayon de 20 km. Dans une société qui valorise la réussite, le dépassement de soi, le mouvement, le voyage, le côté « si on veut on peut », lui, c'était l'inverse. C'était la simplicité au service de l'église, du peuple de Dieu, de tous ceux à qui il a ouvert sa porte. Une vie simple, sans coup d'éclat. Malgré une enfance pas facile. C'était quelqu'un qui était lui-même taiseux, austère. Le but n'était pas d'en faire un portrait idéal mais de montrer sa belle générosité.

Un martyr de la foi ?

Comment abordez-vous la question de son assassinat ?

Je ne voulais pas le réduire à ça. On aurait pu partir sur les 15 derniers jours, il y a un film qui a été fait là-dessus déjà, mais ce n'était pas du tout mon sujet. Le reste des 86 ans est aussi intéressant. Évidemment qu'on traite l'attentat, sous forme d'une accélération un peu saisissante, comme si sa fin de vie s'accélérait, mais j'ai aussi écrit sur [l'après](#), où il y a plein de belles choses, le rapprochement entre sa sœur et Nacera Kermiche, le procès en béatification qui a été lancé par le diocèse et dont le dossier est au Vatican. Sur 46 planches, il y en a 10 % qui se déroulent après sa mort.

« Père Jacques Hamel, prêtre jusqu'au martyr », Paul de Vulpillières et François Mougne, éditions Elidia. 15,90€. Rencontre et dédicaces avec les auteurs mercredi 29 avril de 15 à 18h à la maison paroissiale Saint Etienne, 1 rue Georges Guynemer à Saint-Etienne-du-Rouvray et jeudi 30 avril de 10h à midi, à la librairie la Procure, 46 rue Percière à Rouen.
Lire aussi



Le gouvernement outille les préfets pour cartographier les services publics

Par Simon Gendrel

4-5 minutes

Le gouvernement tient son cap. Le 23 avril, la direction interministérielle de la transformation publique (DITP) et l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN) ont annoncé la signature d'une convention visant à élaborer une cartographie départementale *"destinée à piloter l'implantation et l'accès aux services publics sur l'ensemble du territoire"*.

Une initiative attendue depuis la tenue du premier Conseil national des services publics (CNSP), le 19 janvier dernier, au cours duquel le ministre Amiel, alors délégué à la Fonction publique et à la Réforme de l'État, avait esquissé les contours de cette *"cartographie du service public"*, dont la généralisation est prévue à l'horizon de l'été 2026.

Lire aussi : [Protection des agents, cartographie du service public : les premières annonces du gouvernement](#)

En réalité, l'absence d'un référentiel permettant de recenser l'offre complète de services publics était déjà pointée dès la loi NOTRe de 2015, qui rendait obligatoire l'élaboration de schémas départementaux d'amélioration de l'accessibilité des services au public (SDAASaP), déployés à partir de 2017 et révélant, dans leur mise en œuvre, les limites d'une connaissance consolidée de l'offre sur les territoires.

En 2019, la Cour des comptes, dans son rapport sur *"L'accès aux services publics dans les territoires ruraux"*, documentait à son tour les inégalités d'accès aux services publics selon les territoires et appelait à renforcer *"à partir d'indicateurs"* la connaissance de l'offre existante ainsi que des zones de tension.

Il faudra finalement attendre avril 2024 pour que le comité interministériel de la transformation publique (CITP) promette cette cartographie des services publics pour *"renforcer la concertation locale"* et améliorer *"la réponse aux besoins des populations"*.

Le rôle pivot des préfets

Déjà testé dans le Nord, l'Indre et les Hautes-Alpes, l'outil permettra de disposer d'une *"connaissance fine des implantations de services publics"*

existantes” et de “visualiser les zones de tension”, promet la DITP. Le tout “en mettant en regard l’offre de services avec les caractéristiques des territoires et de la population dans une logique d’aménagement du territoire”.

Une condition cependant pour sa généralisation à l’été 2026 : le *“bon équilibre entre des services numériques performants et un accompagnement humain pour toutes les situations qui le nécessitent”*, que sera chargée de piloter la DITP, en partenariat avec l’IGN, qui avait inauguré fin 2025 son nouveau *“[service public de la cartographie](#)”*, dans lequel ce nouveau dispositif devrait s’intégrer.

Lire aussi : [L’IGN lance son service public de la carte et des données du territoire](#)

Ils bénéficieront de l’appui de l’Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT). La direction de l’information légale et administrative (Dila), l’Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) et la direction interministérielle du numérique (DINUM) sont également mobilisés.

Enfin, la direction interministérielle de la transformation publique précise le rôle pivot des préfets, entre *“animation”* et *“coordination”*. À l’échelle départementale, ils auront un rôle majeur dans le pilotage de la cartographie dans le cadre du *“rôle central dans l’accès aux services publics et la qualité du service rendu”*, qu’ils exercent, rappelle la DITP.

Dans cette logique, un sous-préfet dédié aux services publics était nommé en 2023 dans chaque département pour renforcer le pilotage territorial de leur implantation et en améliorer la coordination.

Comment l'État veut promouvoir l'open data auprès des ministères et des citoyens

Victoria Beurnez

6-7 minutes

Depuis quelques semaines, les citoyens peuvent utiliser leur *chatbot* préféré pour se renseigner sur les données publiées en open data sur l'administration. C'est le fruit d'un travail mené par la cellule data.gouv, qui a mis en place un "serveur MCP". Ce dispositif, au nom obscur pour les non-initiés, permet de faire communiquer des jeux de données avec un assistant conversationnel. Pour l'utiliser, il faut le faire communiquer avec un modèle de langage compatible, comme Mistral ou Claude ; la liste est [disponible ici](#), ainsi qu'un court guide d'utilisation.

"Le protocole MCP consiste à faire dialoguer un modèle de langage avec un système d'information, ici, en l'occurrence, data.gouv.fr. La porte d'entrée que l'on fournit à ce serveur MCP va permettre de décrire les données disponibles sur la plateforme, d'éventuellement les télécharger ou les explorer, de récupérer de l'information puis de la délivrer", explique Geoffrey Aldebert, responsable du pôle data au sein de la direction interministérielle du numérique.

Rendre les données intelligibles

Concrètement, il est désormais possible de s'adresser à une intelligence artificielle pour l'interroger sur les données disponibles en accès libre, pour les rendre "intelligibles", en quelque sorte. Des questions aussi simples que : "Donne-moi les résultats des élections dans telle commune", par exemple, à l'image de ce qu'il est actuellement possible de faire avec l'intelligence artificielle générative. Le serveur MCP permet de trier et "faire le ménage" dans les données pour que le *chatbot* puisse apporter une réponse claire et immédiate.

Lire aussi : [Données sensibles : très attendu, le décret Sren précise qui devra passer par un cloud "SecNumCloud"](#)

Force est de constater qu'actuellement, l'ouverture des données ne profite pas suffisamment à l'information des citoyens. Les jeux de données restent des dispositifs réservés aux connaisseurs, experts de la donnée et autres *data scientists*, capables de repérer et manipuler de grands ensembles de données pour y trouver ce qu'ils cherchent.

“Aujourd’hui, la plateforme data.gouv s’adresse plutôt à un public averti d’experts de la donnée qui vont récupérer les données, les télécharger, les manipuler : ce n’est pas adressé au grand public en l’état. Pour atteindre l’ensemble des citoyens, des usagers, nous avons besoin de réutilisations intermédiaires”, indique Geoffrey Aldebert, d’où l’utilisation des grands modèles de langage. Avec, en ligne de mire, l’objectif de permettre au plus grand nombre de se saisir de ces ressources en mobilisant l’intelligence artificielle.

Inciter l’administration à communiquer davantage

Parallèlement, l’outil pourrait permettre d’inciter l’administration à se lancer davantage dans l’open data. La construction de cette brique IA autour de data.gouv est la première de ce commun numérique. *“Nous sommes en train de créer, en interministériel, une porte d’entrée pour l’accès aux données publiques, et notamment à l’open data. On voit que l’usage en est déjà renforcé : cela peut intéresser les agents, les administrations qui publient elles-mêmes leurs jeux de données”,* explique le responsable.

Lire aussi : [L’IGN lance son service public de la carte et des données du territoire](#)

L’idée, à plus long terme, est de proposer cette unique porte d’entrée officielle d’accès aux données publiques, une sorte de catalogue national de la data. *“Cette porte d’entrée permettra d’inciter les administrations à se lancer davantage dans l’open data, et les citoyens à s’en saisir”,* explique Geoffrey Aldebert.

Des retours positifs

“Au terme de quelques semaines, mois d’utilisation, les méthodes d’évaluation que nous avons mises en place nous font voir que c’est quand même plutôt fiable, donc j’ai bon espoir pour qu’on arrive à des solutions dans lesquelles nous pouvons être confiants”, explique Geoffrey Aldebert. L’expérimentation reste tout de même dépendante de quelques paramètres : l’IA générative n’est pas exempte des biais et erreurs qu’on lui connaît désormais. Elle peut par exemple privilégier certains jeux de données plutôt que d’autres : la cellule data de la Dinum travaille à mettre en avant les jeux de données issus des ministères les plus demandés, pour que les réponses soient les plus pertinentes possibles.

Ces écueils peuvent aussi venir directement des données qui lui sont transmises : si la qualité des jeux de données fournis par les administrations n’est pas systématiquement au rendez-vous, cela va se répercuter dans la réponse apportée par le chatbot à l’utilisateur. La cellule data y veille, en faisant adopter aux administrations des mécanismes et protocoles stricts permettant le dépôt de jeux de données de qualité.

D'autres cas d'usages en vue

Malgré tout, l'administration française n'a pas vraiment à rougir de ses démarches en matière d'open data : elle est au premier rang du classement international "OUrdata" (ouverture, utilité et réutilisation des données publiques) de l'OCDE en 2025, et première en Europe depuis quelques années. Côté sécurité, la question ne se pose pas encore, puisque les données actuellement mobilisées sont exclusivement libres et disponibles en ligne.

Mais elle pourrait le devenir : la cellule data.gouv réfléchit déjà à la suite. L'idée fait son chemin, par exemple, de proposer un usage du serveur MCP pour aider à la préparation des jeux de données, côté administration, ou encore de travailler sur de la donnée plus restreinte, avec le niveau de sécurité requis. Mais ce n'est encore qu'une idée, tributaire du succès de cette première expérimentation.

Qualité des comptes : une obligation constitutionnelle que l'État ne respecte toujours pas

Par Philippine Ramognino

4-5 minutes

“Un effort renouvelé de l'État apparaît nécessaire pour améliorer de manière significative la qualité de ses comptes.” Le constat est moins dur dans la forme que l'an dernier, mais la sentence est la même. La Cour des comptes n'est toujours pas en mesure de certifier, sans réserves significatives, les comptes publics. Dans la foulée de son rapport concernant l'exécution du budget de l'État, la rue Cambon a partagé, ce mercredi 22 avril, [l'acte de certification des comptes de l'État](#) pour l'exercice 2025.

Comme le veut la loi organique relative aux lois de finances (Lof), dans un souci de transparence envers les citoyens, les parlementaires et les investisseurs, la Cour des comptes est chargée de certifier la régularité, la sincérité comme la fidélité des comptes de l'État au regard des règles en vigueur. Celle-ci applique les normes internationales en matière d'audit.

Lire aussi : [Des irrégularités chroniques créent des tensions autour de la certification des comptes de l'État](#)

L'administration a tout de même fourni un effort, les comptes de l'an dernier affichant certaines améliorations. Ainsi, une anomalie sur laquelle alertait la Cour depuis plusieurs années a été corrigée, à savoir la surévaluation dans les comptes de l'État des participations dans EDF pour 11 milliards d'euros. Par ailleurs, une *“incertitude”* a également été levée, cette fois concernant la valeur des engagements de l'État envers les régimes spéciaux de retraite qui représentent une révision à la baisse de 33 milliards. *“Il y a eu une prise en compte des alertes faites par la Cour l'année dernière, puisqu'il y a quand même un certain nombre de travaux qui sont en cours pour essayer – et nous espérons bien sûr que l'administration s'y tiendra et qu'ils aboutiront – à une certaine amélioration des comptes”*, a précisé Carine Camby, la présidente de la première chambre, lors de la présentation du rapport ce 22 avril.

Mais de l'autre côté, deux nouvelles incertitudes ont été identifiées par les magistrats financiers. L'une concerne les provisions constituées au titre des dispositifs d'intervention, et l'autre les prêts et immobilisations financières. *“Au total, on a le même nombre d'observations que l'an*

dernier : 16", en a conclu Carine Camby. À titre d'exemple, l'une des anomalies persistantes est la sous-évaluation de la participation de l'État dans la Caisse des dépôts à hauteur de 34 milliards d'euros. Ces 4 anomalies et 12 insuffisances d'éléments probants relevés par la Cour des comptes ont empêché cette dernière d'être en mesure de certifier de nombreux postes du compte général de l'État, tels que les créances fiscales, une partie des provisions pour charge ou encore les produits fiscaux nets.

Obligation constitutionnelle

"Je voudrais quand même dire qu'il est impératif, de notre point de vue, que les comptes d'un pays comme la France puissent être jugés en totalité sincères, réguliers et fidèles. C'est une obligation constitutionnelle", a tout de même conclu la présidente de la première chambre. Carine Camby s'exprimait à la place de la Première présidente Amélie de Montchalin, qui avait annoncé se déporter des rapports concernant sa propre gestion budgétaire lorsqu'elle était ministre des Comptes publics.

Lire aussi : [Budget de l'État : la Cour des comptes appelle à un changement structurel de méthode](#)

Une approche qui demeure bien moins véhémente que celle adoptée l'an dernier par Pierre Moscovici. À l'occasion de la présentation de l'édition précédente, l'ancien Premier président de la Cour des comptes était même allé jusqu'à menacer de ne plus certifier les comptes de l'État si l'administration ne fiabilisait pas davantage ses chiffres. *"J'aimerais vous faire part, non pas de ma mauvaise humeur, mais de ma très mauvaise humeur s'agissant des suites – ou plutôt de l'absence systématique de suites – qui sont données à l'acte de certification que nous publions annuellement",* avait-il tancé en avril 2025. Pierre Moscovici alertait sur le fait que les réserves formulées par la Cour ne devaient pas être "prises à la légère", et qu'au contraire *« elles devraient faire l'objet de toute l'attention de l'administration pour les faire disparaître".*

Christian Grolier (FO) : “Pour les contractuels, un dispositif de titularisation dans la fonction publique analogue à la loi Sauvadet serait une bonne chose”

Par Paul Idczak

4-5 minutes

Le 16 avril dernier, vous avez envoyé un courrier au ministre des Comptes publics, David Amiel, pour réclamer un plan de sécurisation en faveur des contractuels dans la fonction publique. Pourquoi porter cette revendication maintenant ?

Chez FO, nous gardons notre résolution formelle, c'est-à-dire que les emplois pérennes sur lesquels il existe un corps de fonctionnaires constitué doivent être occupés par des titulaires. Mais nous nous disons aussi qu'alors que près d'un quart de la fonction publique est composé de contractuels, il est judicieux de porter une revendication claire et nette, à quelques mois des élections professionnelles.

Même si les situations des contractuels sont très disparates, il faut que l'on parvienne à ne plus les laisser seuls dans leur coin, à espérer individuellement, tous les trois ans, négocier une meilleure rémunération. D'autant plus qu'il existe aujourd'hui une disparité importante de salaires entre agents contractuels sur des missions pourtant comparables.

Le plan de sécurisation que vous réclamez pourrait-il ressembler à la loi Sauvadet, qui avait permis la titularisation de plus de 50 000 contractuels entre 2013 et 2018 ?

La mise en place d'un dispositif analogue à la loi Sauvadet, qui pourrait permettre de CDIser ou titulariser des contractuels, serait une bonne chose à nos yeux. Si le gouvernement décide de relancer un dispositif de ce type, FO sera donc preneur. Mais il faudra que ce plan intègre à la fois des mesures de déprécarisation et des revalorisations salariales, avec une priorité donnée aux contractuels en poste sur des métiers administratifs, qui se sont multipliés depuis la loi de 2019.

Il faudra néanmoins, dans un premier temps, avoir été capable de répertorier de manière précise où sont les contractuels et ce qu'ils font, parce qu'on se rend compte qu'il y en a désormais quasiment partout. C'est probablement plus facile d'y parvenir à l'État que dans les autres

versants, mais il faut quand même essayer.

Vous réclamez aussi un bilan [du référentiel interministériel de rémunérations de la direction interministérielle du numérique](#), qui permet depuis 2019 aux employeurs de recruter des contractuels dans la filière cyber grâce à des dérogations salariales. Qu'est-ce que ce bilan pourrait apporter ?

Le principal apport de ce référentiel, même s'il concerne des métiers sur-rémunérés par rapport au reste des contractuels, c'est qu'il implique un principe d'égalité de rémunération, avec des fourchettes minimales et maximales clairement explicitées pour chaque métier concerné. Un premier bilan de ce référentiel, attendu depuis fin 2024, pourrait permettre de savoir comment la situation a été vécue par les agents recrutés dans ce cadre, si le dispositif fonctionne bien et s'il a donné lieu à des évolutions de salaire.

Cela pourra ensuite nous amener à une réflexion plus large, sur le besoin éventuel de créer des référentiels similaires pour les métiers administratifs ou techniques. Pour ces catégories, la création de tels référentiels ouvrirait la voie à une meilleure comparabilité avec les rémunérations des fonctionnaires, et faciliterait, par conséquent, la mobilité entre les différents employeurs publics.

Ne craignez-vous pas qu'une multiplication des référentiels dérogatoires contribue un peu plus à faire augmenter le nombre de contractuels, au détriment du statut ?

Malheureusement, la marche semble déjà engagée dans l'administration... À partir de là, et face à l'augmentation constante du nombre de contractuels, nous ne pouvons plus ignorer toute une catégorie d'agents publics. Si nous voulons les défendre, en l'occurrence, il est essentiel d'obtenir des moyens concrets en leur faveur.